Ville de

Saint-Jean de Braye

Compte Administratif 2022

Rapport de présentation

CONSEIL MUNICIPAL DU 7 AVRIL 2023

BUDGET PRINCIPAL 3

I / ANALYSE FINANCIERE : 3

1/ LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 3

2/ LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 4

3/ AFFECTATION DU RESULTAT 4

4/ LES EQUILIBRES FINANCIERS EN EUROS 5

5 / L'ANALYSE DE LA DETTE 8

PRESENTATION DETAILLEE DU BUDGET PRINCIPAL 10

A/ SECTION DE FONCTIONNEMENT 10

1/ LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 10

1.1) LES IMPOTS ET TAXES 11

1.1-A) LA FISCALITE DIRECTE 12

1.1-B) LA FISCALITE INDIRECTE 13

1.2) LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REÇUES 14

1.2-A) LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 15

1.2-B) LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 16

1.3 LES PRODUITS D'EXPLOITATION 18

1.3-A) LES RECETTES DES PRESTATIONS DE SERVICES 18

1.3-B) LES REMBOURSEMENTS DE FRAIS DANS LE CADRE DES CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION 23

2) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 25

2.1) LES CHARGES DE PERSONNEL 26

2.2) LES CHARGES A CARACTERE GENERAL 27

2-2-A) LES ACHATS 27

2.2-B) LES SERVICES EXTERIEURS 29

2.2-C) LES AUTRES SERVICES EXTERIEURS 30

2.2-D) DECLINAISON PAR POLITIQUE PUBLIQUE 32

2.2-D) LES IMPOTS ET TAXES 33

2.3) LES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE 33

2.4) DECLINAISON PAR POLITIQUE PUBLIQUE 35

2.4) LES AUTRES CHARGES 36

B/ SECTION D'INVESTISSEMENT 37

1) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT 37

2) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 39

BUDGET PRINCIPAL

Le compte administratif (CA) établi par le maire, rend compte des opérations budgétaires réalisées sur l'année en dépenses et en recettes, au regard des prévisions, et présente les résultats de l'année, qui cumulés au résultat de l'année antérieure, sont repris au budget de l'année suivante.

Le comptable établit, pour sa part le compte de gestion, qui retrace les comptes tenus par ce dernier, et la situation patrimoniale de la ville à la clôture de l'exercice.

I / Analyse financière :

Au terme de cet exercice comptable, le Compte Administratif enregistre, arrête et classe toutes les opérations comptables qui ont eu lieu en 2022. Il permet de constater dans quelles conditions les décisions prises par le Conseil Municipal ont été exécutées. A partir de ces résultats, il est ainsi possible d'apprécier la situation financière de la commune.

1/ La section de fonctionnement :

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 s'élève à **1 274 812 €,** en baisse de 2 031 279°€ par rapport au CA 2021.

En reprenant les résultats 2021 (excédent de l'exercice précédent) du budget principal, le résultat brut de la ville s'élève à 6 034 632 € en 2022 en baisse par rapport au CA 2021 (6 277 470 €). Cependant, le résultat reste élevé notamment grâce aux résultats conjugués de l'exercice 2022 et de l'exercice 2021 (4 759 819 € dont 741 882 € issus du budget annexe Miramion).

Opérations	2022
Dépenses mandatées	29 455 775,89 €
Recettes recouvrées	30 730 587,72 €
Résultats d'ordonnancement	**1 274 811,83 €**
Reprise des résultats 2021 Budget principal	4 759 819,89 €
Résultats bruts	**6 034 631,72 €**

2/ La section d'investissement :

En investissement, le résultat de l'exécution (recettes – dépenses) pour 2022 est déficitaire **de 1 073 029 €** (contre 319 498 € en 2021). Compte tenu de la reprise des déficits antérieurs de 1 836 289 € (contre 1 516 791€ en 2021), **le résultat global est également déficitaire de 2 906 317,97 €**. Pour mémoire en 2022, aucun emprunt n'avait été sollicité pour équilibrer la section d'investissement.

Opérations de l'exercice 2021	**2022**
Dépenses mandatées	6 694 125,61 €
Recettes recouvrées	5 621 096,62 €
Résultats d'ordonnancement	**-1 073 028,99 €**
Reprise des résultats 2021 Budget principal	-1 836 288,98 €
Résultats bruts	**-2 909 317,97 €**

A ce stade, le résultat net de clôture, toutes sections confondues, s'établit à 3 125 314 € (6 034 631,72-2 909 317,97), contre 4 441 181 € en 2021

Le résultat net de clôture est donc en baisse sensible entre les deux exercices (- 1 315 867€).

L'intégration des restes à réaliser attenue faiblement le déficit :

Restes à réaliser	**Total**
Dépenses reportées	601 275,64 €
Recettes reportées	684 307,00 €
Résultats des reports	**83 031,36 €**
Résultats avec les reports	**-2 826 286,61 €**

3/ Affectation du résultat

Il est proposé d'affecter les résultats de **6 034 631,72 €** de la section de fonctionnement comme suit :

- 2 826 286,61 € au financement de la section d'investissement (R1068)

- 3 208 345, 11 € en report à nouveau au budget supplémentaire 2023 (R002 Recettes de fonctionnement)

- de reprendre le solde **2 909 317,97** € au compte D001 en dépenses d'investissement

4/ Les équilibres financiers en euros

	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Recettes courantes de fonctionnement (1)	**29 673 202 €**	**30 847 746 €**	**30 698 913 €**
013 - Atténuations de charges	61 041 €	116 584 €	160 311 €
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 177 548 €	3 535 138 €	2 848 935 €
73 - Impôts et taxes	22 793 508 €	22 389 262 €	22 898 615 €
74 - Dotations, subventions et participations	3 050 140 €	3 926 507 €	3 981 973 €
75 - Autres produits de gestion courante	327 791 €	287 878 €	397 763 €
76 - Produits financiers	46 €	200 €	208 €
77 - Produits exceptionnels	1 263 128 €	592 177 €	411 107 €
Dépenses courantes de fonctionnement (2)	**25 255 033 €**	**25 445 020 €**	**27 379 209 €**
011 - Charges à caractère général	5 347 216 €	5 655 459 €	6 478 760 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	16 946 902 €	16 951 042 €	18 025 271 €
014 - Atténuations de produits	192 425 €	217 973 €	187 315 €
65 - Autres charges de gestion courante	2 740 234 €	2 607 483 €	2 657 809 €
67 - Charges exceptionnelles	28 256 €	13 064 €	30 053 €
68 - Dotations aux provisions et dépréciations			5 759 €
Epargne de gestion (4)=(1)-(2)+(3)	**3 183 297 €**	**4 823 612 €**	**2 938 650 €**
Epargne de gestion avec produits et charges exceptionnels	**4 418 169 €**	**5 402 726 €**	**3 319 704 €**
Frais financiers / PPP (5)	**314 381 €**	**265 449 €**	**233 961 €**
66111 - Intérêts réglés à l'échéance	323 810 €	280 509 €	246 778 €
66112 - Intérêts-rattachement des ICNE	-11 197 €	-15 060 €	-12 817 €
6615 - Intérêts des comptes courants et de dépôts	1 767 €		
Epargne brute (6) = (4) - (5)	**2 868 917 €**	**4 558 163 €**	**2 704 689 €**
Epargne brute avec produits et charges exceptionnels	**4 103 789 €**	**5 137 277 €**	**3 085 743 €**
Total remboursement capital dette (9)	**1 883 089 €**	**1 927 104 €**	**1 774 177 €**
16818 -	25 000 €		
16 - Remboursement du capital de la dette bancaire (hors gestion de dette166/16449 et cautions165)	1 858 089 €	1 927 104 €	1 774 177 €
Epargne disponible (10) = (6) - (9)	**985 828 €**	**2 631 059 €**	**930 512 €**
Epargne disponible avec produits et charges exceptionnels	**2 220 700 €**	**3 210 173 €**	**1 311 566 €**

L'épargne de gestion, hors produits et charges exceptionnels baisse de 39 % entre 2021 et 2022. Cette baisse s'explique par une augmentation importante des dépenses de fonctionnement de 7,60% (+1 934 189 €) cumulée avec une légère baisse des recettes de fonctionnement de 0,48% (-148 833€)

L'épargne brute traduit l'excédent de fonctionnement sur les dépenses. Il s'agit d'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière d'une collectivité puisqu'il mesure à la fois les marges de manœuvre et la capacité à investir. Hors produits et charges exceptionnels, elle baisse de 40,66% entre 2021 et 2022, et retrouve, hors produits et charges exceptionnels, sensiblement son niveau de 2020.

Malgré cette dégradation, elle permet de couvrir largement le capital de la dette et reste au-dessus.

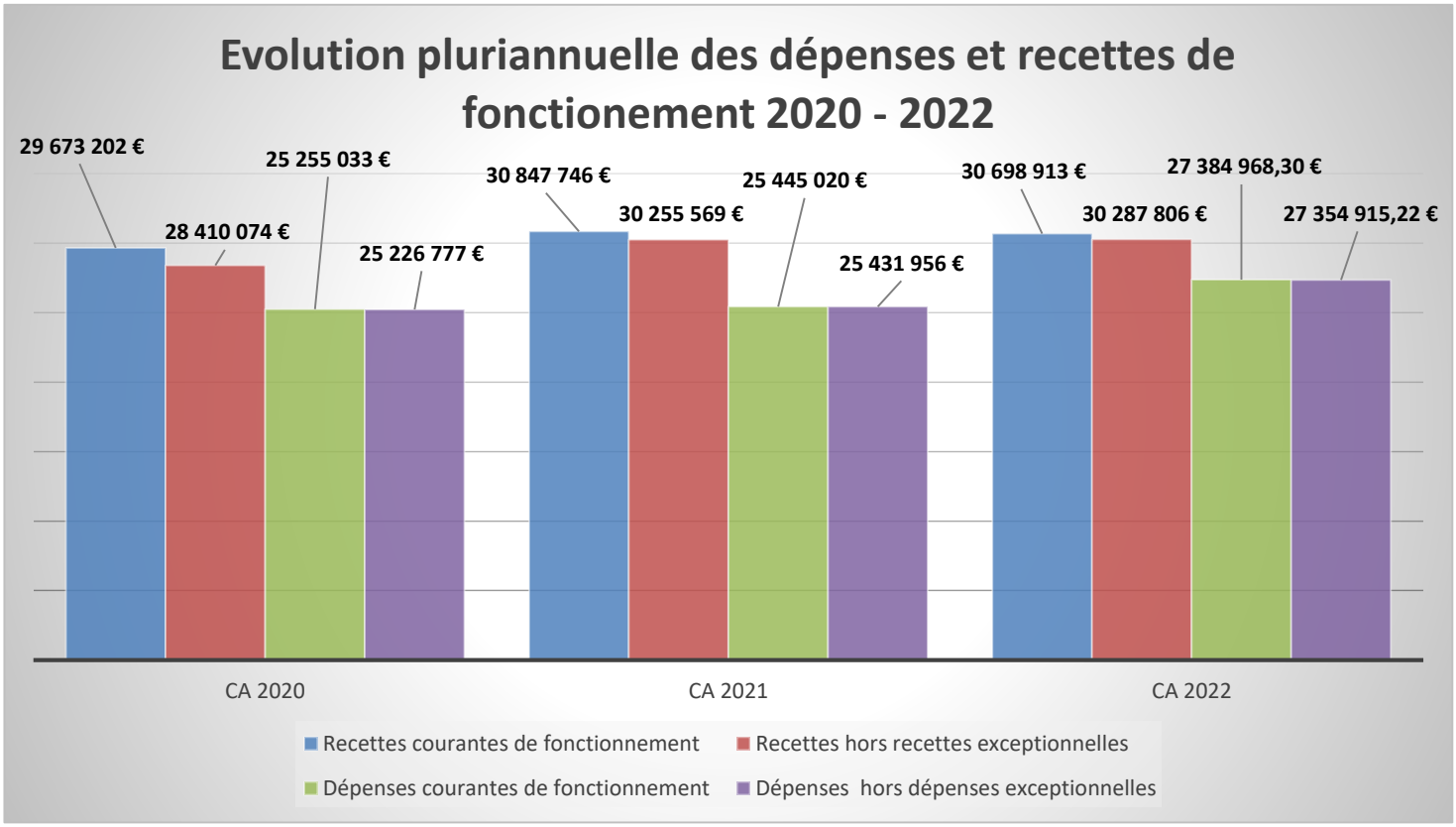
La capacité d'autofinancement ou épargne nette disponible mesure finalement la capacité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursement des échéances en capital de la dette. Elle s'établit à 930 512 € soit en baisse de 64,63 % par rapport aux résultats 2021. Elle retrouve également son niveau de 2020 (985 828€).

Cette baisse des résultats est le résultat mécanique :

- à la fois de la hausse des dépenses de fonctionnement, impactées fortement par l'inflation des prix des produits énergétiques, des produits alimentaires, des matières premières (qui impactent nos marchés publics), et par l'augmentation des charges de personnel (revalorisation du point d'indice, revalorisation du Smic),

- mais aussi du tassement des recettes de fonctionnement (poursuite de l'écrêtement des dotations de l'état).

Cet « effet-ciseau », imposé par les circonstances, les conditions macroéconomiques, et les choix budgétaires de l'Etat, a à l'évidence un caractère structurel. C'est ce qui a conduit la majorité municipale à faire le choix, en responsabilité, d'augmenter les taux de la taxe foncière lors du vote du budget 2023, et de ramener ces taux dans la moyenne de ceux pratiqués, à la fois dans la métropole, et par les communes de même strate. C'est se donner les marges de manœuvre nécessaires à moyen-terme pour garantir le financement des services publics municipaux et celui des investissements nécessaires au développement de notre commune, sans recours excessif à l'endettement.


Evolution pluriannuelle des dépenses et recettes de fonctionement 2020 - 2022
29 673 202 €
28 410 074 €
25 255 033 €
25 226 777 €
30 847 746 €
30 255 569 €
25 445 020 €
25 431 956 €
30 698 913 €
30 287 806 €
27 384 968,30 €
27 354 915,22 €
CA 2020
CA 2021
CA 2022
Recettes courantes de fonctionnement
Recettes hors recettes exceptionnelles
Dépenses courantes de fonctionnement
Dépenses hors dépenses exceptionnelles

5 / L'analyse de la dette

L'analyse de la situation financière, précisément, ne peut faire abstraction de l'examen de l'endettement. Il ne s'agit pas ici d'analyser en détail la structure de la dette, mais à partir de tableaux comparatifs, de présenter un certain nombre de ratios spécifiques, simples, pertinents et communément retenus par les analystes financiers permettant une vision synthétique de la dette.

Au 31 décembre 2022, la ville de Saint-Jean de Braye était engagée par 14 emprunts comptabilisés sur le budget principal. (11 emprunts à taux fixes, 2 à taux variable et une ligne de trésorerie)

- Encours de la dette

L'encours de la dette au 31/12/2022 s'élève à 13,8 M€, en diminution de 1,8 M€ par rapport à la situation au 31/12/2021.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capital restant dû au 31 décembre	15 787 985 €	16 402 912 €	19 379 148 €	17 496 059 €	15 568 954,62 €	13 794 777,90 €
Evolution N / N-1 en valeur	2 308 952 €	614 927 €	2 976 236 €	-1 883 089 €	-1 927 104,38 €	-1 774 176,72 €
Evolution N / N-1 en pourcentage	-14,62%	3,75%	18,14%	-9,72%	-11,01%	-11,40%

Les emprunts à taux fixe représentent 75 % de l'encours global de la dette contre 25 % pour les taux variables. Les emprunts se répartissent de la façon suivante :

- Répartition par typologie d'index et analyse des risques

INDEX	CRD au 31/12/2022	% par index de taux
Fixe	10 394 778 €	75%
Euribor 3 Mois	3 400 000 €	25%
TOTAL	**13 794 778 €**	**100,00%**

Le coût de la dette (intérêts payés et intérêts courus non échus / encours de la dette) s'affiche à 1,70 % tout comme en 2021. Il reste stable malgré une baisse importante du capital restant dû, en raison de l'impact du contexte inflationniste sur les taux d'intérêts des emprunts à taux variable.

Enfin, la répartition des risques selon la charte de bonne conduite, positionnait 100% de l'encours de la dette en risque faible (1A) au 31 décembre 2021(pour rappel, destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, la classification Gissler permet de les ranger selon une matrice à double entrée : le chiffre (de 1 à 5) de l'indice

sous-jacent traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt et la lettre (de A à E) de la structure exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts).

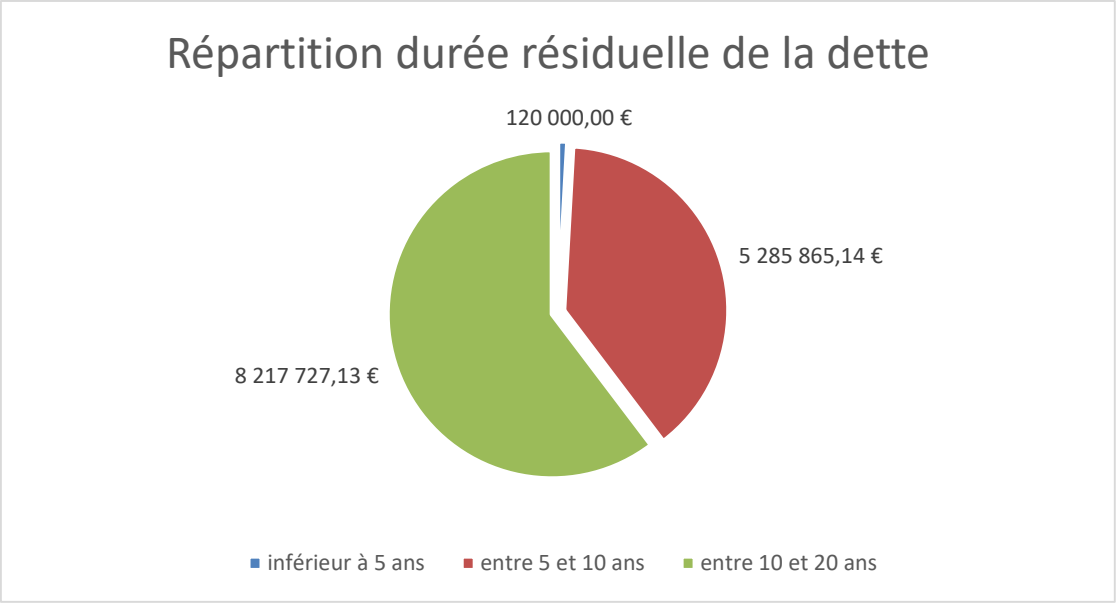
- Encours par préteur

L'encours de la dette par préteur, se présente de la façon suivante :

Prêteurs	CRD	% du CRD
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	4 459 857 €	32,33%
SFIL CAFFIL	3 250 910 €	23,57%
CAISSE D'EPARGNE	2 503 960 €	18,15%
BANQUE POSTALE	2 062 500 €	14,95%
CREDIT MUTUEL	1 397 551 €	10,13%
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	120 000 €	0,87%
Ensemble des prêteurs	**13 794 778 €**	**100%**

- Durée de vie résiduelle et capacité de désendettement

La durée de vie résiduelle de la dette (durée moyenne nécessaire au remboursement intégral de la dette) est de 12 ans (contre 12 ans et 5 mois en 2021)



La capacité de désendettement (indice de Klopfer), mesure le rapport entre l'encours de la dette (le montant total du capital emprunté) et le montant d'épargne brute. Ce ratio indique

donc le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser sa dette, dans l'hypothèse où elle affecterait à cette opération l'intégralité de son épargne brute. C'est donc un indice qui permet de mesurer véritablement la solvabilité de la commune.

A Saint-Jean de Braye, cette capacité de désendettement s'établit en 2022 à 5 ans (en neutralisant les produits exceptionnels), bien en deçà de la limite communément acceptée de 10 à 12 ans (pour rappel la capacité de désendettement en 2021 était de 3 ans).

Présentation détaillée du budget principal

A/ Section de fonctionnement

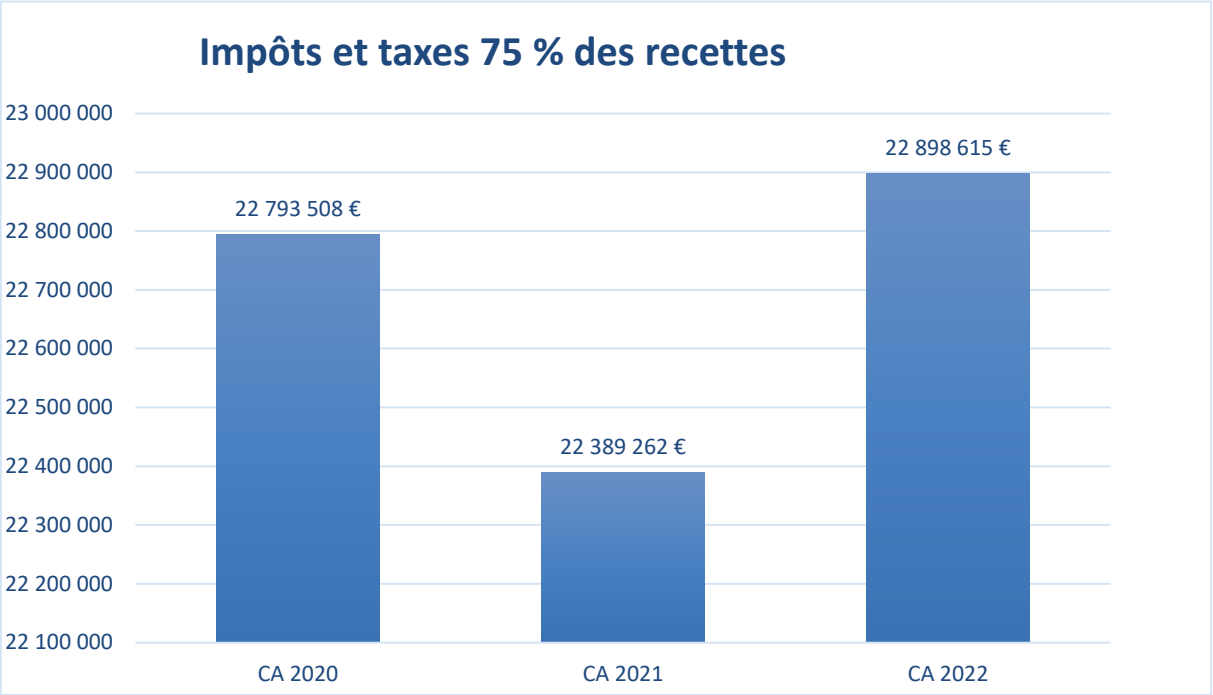
1/ Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement réalisées en 2022 s'élèvent à 30,699 M€, en baisse de 149 K€ par rapport à 2021 soit -0,48 %.

Recettes de fonctionnement	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Impôts et taxes	***22 793 508 €***	***22 389 262 €***	***22 898 615 €***	***509 353 €***	***2%***
Produits des impôts directs	13 950 092 €	13 110 900 €	13 663 151 €	552 251 €	4%
Reversement Orléans Métropole	8 115 070 €	8 115 070 €	8 115 070 €	0 €	0%
Impôts et taxes indirects	728 346 €	1 163 292 €	1 120 394 €	-42 898 €	-4%
Subventions et participations	***3 050 140 €***	***3 926 507 €***	***3 981 973 €***	***55 467 €***	***1%***
Concours financiers de l'Etat / collectivités	1 457 838 €	2 529 123 €	2 497 230 €	-31 893 €	-1%
Subventions de fonctionnement	1 592 302 €	1 397 383 €	1 484 743 €	87 360 €	6%
Produits d'exploitation	***2 417 198 €***	***3 761 657 €***	***3 232 321 €***	***-529 336 €***	**-14%**
Prestation de services	1 339 278 €	1 640 870 €	1 892 641 €	251 771 €	15%
Remboursement de frais (MAD)	1 077 919 €	2 120 787 €	1 339 681 €	-781 107 €	-37%
Autres produits	***1 412 357 €***	***770 320 €***	***586 003 €***	***-184 317 €***	-24%
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**29 673 202 €**	**30 847 746 €**	**30 698 913 €**	**-148 833 €**	**-0,48%**

1.1) Les impôts et taxes

Les impôts et taxes perçus par la Ville en 2022 s'élèvent à 22,899 M€ en hausse de 509 353 € (+2,27%).



La répartition de ces recettes est la suivante :

- La fiscalité directe à hauteur de 21,778 M€
- La fiscalité indirecte pour 1,120 M€

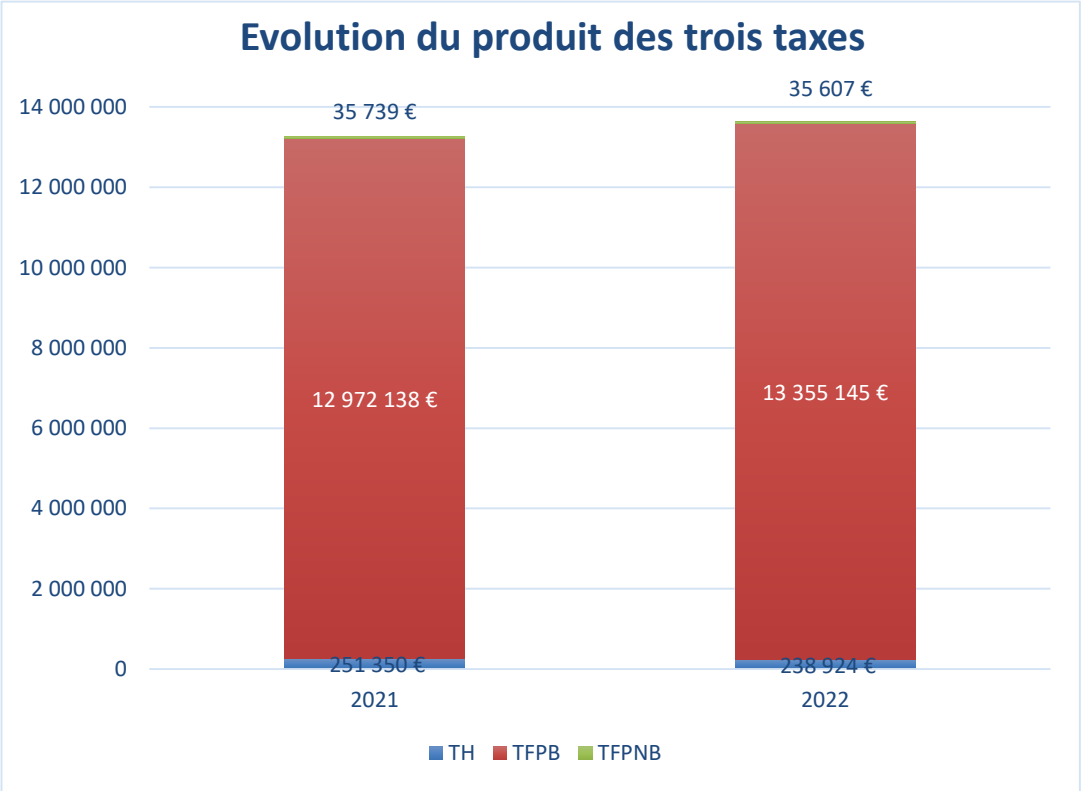
Cette augmentation est due principalement à l'augmentation des bases (3% au titre du PLF 2022).

1.1-a) La fiscalité directe

Le produit de la fiscalité directe (impôts ménages, attribution de compensation et reversement de fiscalité d'Orléans Métropole ressort à 21,78 M€ en 2022 soit en augmentation de 3 % par rapport à 2021. Elle correspondant en partie à l'augmentation des bases de la taxe foncière qui s'élève à 3,4% pour 2022.

Le produit de la fiscalité directe reflète les évolutions suivantes :

Recettes de fonctionnement	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
			Montant	%
Produits des impôts directs	**13 110 900,00 €**	**13 663 151,00 €**	**552 251,00 €**	**4%**
Rôles généraux	13 080 059,00 €	13 653 203,00 €	573 144,00 €	4%
Rôles supplémentaires	27 644,00 €	6 751,00 €	- 20 893,00 €	-76%
FNGIR	3 197,00 €	3 197,00 €	0 €	0%
Reversement Orléans Métropole	**8 115 070,00 €**	**8 115 071,00 €**	**0 €**	**0%**
TOTAL impôts directs et reversements Orléans Métropole	**21 225 970,00 €**	**21 778 222,00 €**	**552 252,00 €**	**3%**



Les reversements fiscaux d'Orléans Métropole à la commune se situent à 8,115 M€. Ils comprennent la dotation de solidarité communautaire qui reste stable (0,477 M€) et l'attribution de compensation versée à hauteur de 7,637 M€ stable depuis 2018.

Evolution des reversements Orléans Métropole

	2020	2021	2022
Attribution de compensation	7 637 748 €	7 637 748 €	7 637 748 €
Dotation de solidarité communautaire	477 322 €	477 322 €	477 322 €
Total Reversements Orléans Métropole	**8 115 070 €**	**8 115 070 €**	**8 115 070 €**

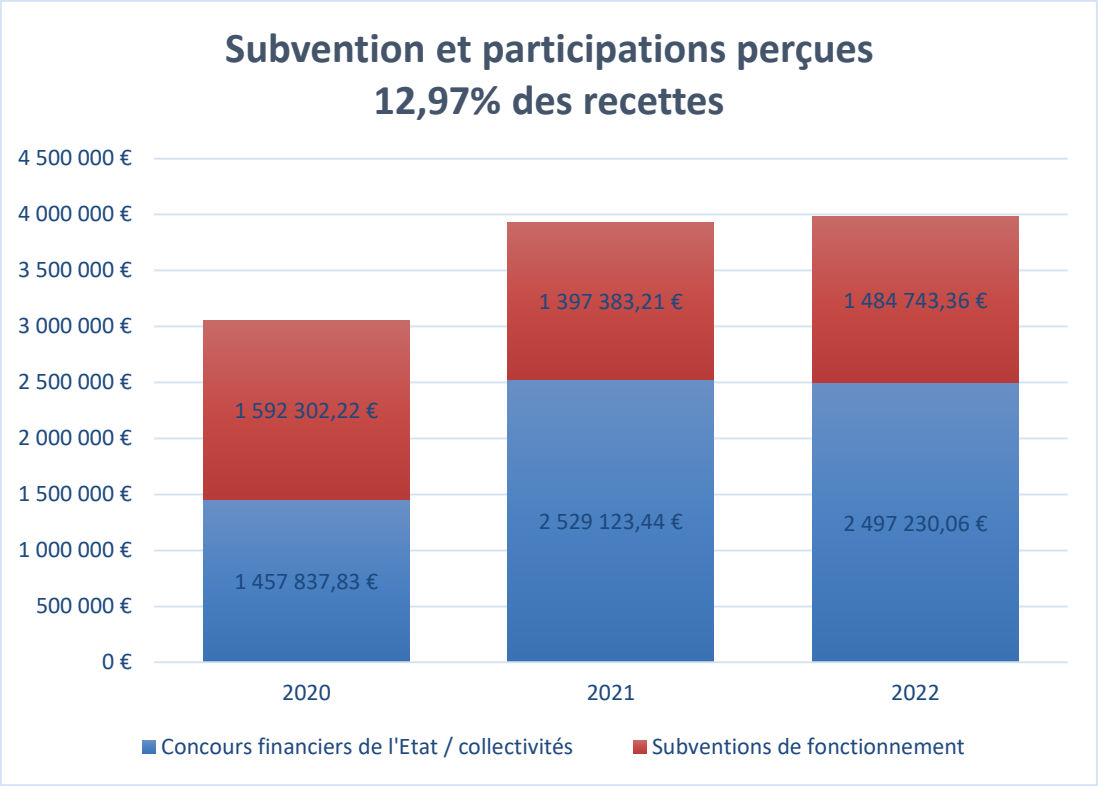
1.1-b) La fiscalité indirecte

Les recettes fiscales indirectes (1,120 M€) sont en baisse de 43M€ soit - 4% par rapport à 2021.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Impôts et taxes indirects	**728 346 €**	**1 163 292 €**	**1 120 394 €**	**- 42 898 €**	**-4%**
Taxe additionnelle aux droits de mutation	722 573 €	961 967 €	765 995 €	- 195 972 €	-20%
Droits de place	5 773 €	6 218 €	7 700 €	1 482 €	24%
TLPE	- €	91 290 €	97 995 €	6 705 €	7%
Taxe sur la consommation finale d'électricité		103 817 €	248 704 €	144 888 €	140%

L'essentiel des recettes de fiscalité indirecte est constitué de la taxe additionnelle aux droits de mutation qui constitue 68 % des recettes fiscales indirectes en 2022. Elle a connu une forte une très forte augmentation entre 2018 et 2021 (+57 %). La diminution en 2022 peut s'expliquer par une baisse des transactions immobilières pendant la période Covid qui se répercute sur les reversements en 2022.

1.2) Les subventions et participations perçues



Les subventions et participations reçues comprennent les concours financiers de l'Etat et des collectivités territoriales (2, 497M€) et les subventions de fonctionnement provenant de divers partenaires (1,485 M€).

1.2-a) Les concours financiers de l'Etat et des collectivités territoriales

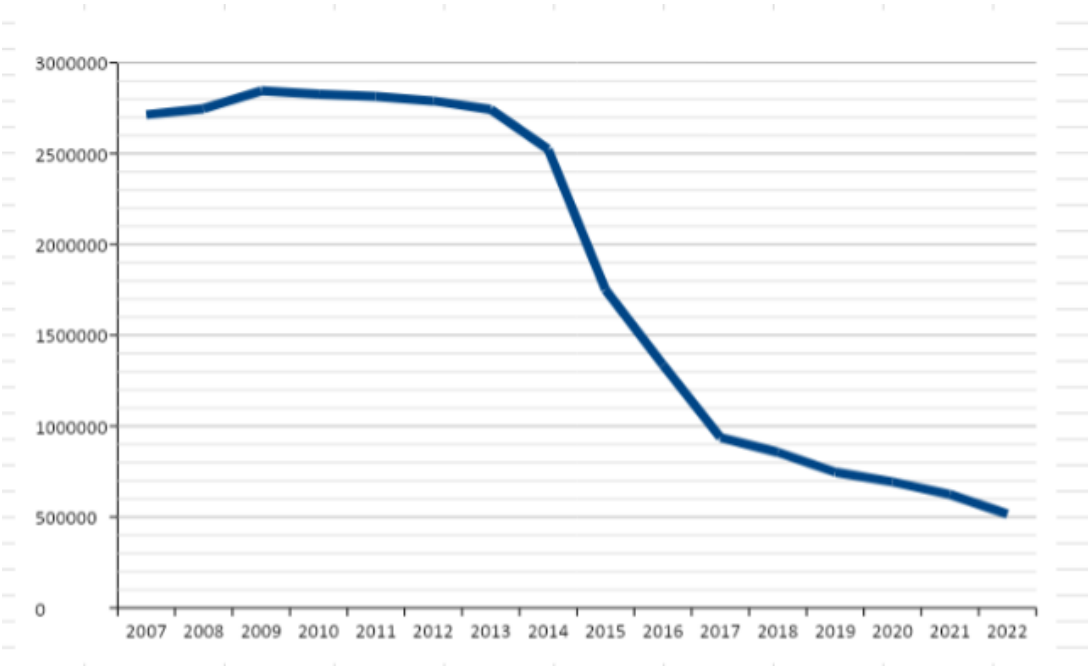
Les concours financiers de l'Etat comprennent les allocations compensatrices des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties (1,560 M€), les dotations de l'état (0,881 M€), le FCTVA sur les dépenses de fonctionnement (0,008M€) et les autres recettes (0,46M€).

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Concours financiers de l'Etat / collectivités	**1 457 838 €**	**2 529 123 €**	**2 497 230 €**	**-31 893 €**	**-1,3%**
Dotation forfaitaire	693 493 €	624 175 €	516 677 €	-107 498 €	-17%
Allocations compensatrices Taxe foncière	30 091 €	1 489 373 €	1 560 828 €	71 455 €	5%
Allocations compensatrices Taxe habitation	348 443 €			0 €	0%
Dotation de solidarité urbaine	288 126 €	318 953 €	350 447 €	31 494 €	10%
Dotation titres sécurisés	13 915 €	14 039 €	14 630 €	592 €	4%
FCTVA Fonctionnement	12 320 €	5 299 €	8 577 €	3 278 €	62%
Refacturation frais de scolarité hors commune	14 932 €	11 441 €	7 461 €	-3 980 €	-35%
Dotations recensement population	3 788 €	0 €	3 832 €	3 832 €	100%
Autres recettes	52 730 €	65 844 €	34 778 €	-31 066 €	-47%

La variation 2022 / 2021 de ces recettes se traduit par une baisse de 1,3% soit 0,31M€.

Cette baisse bien qu'atténuée par l'allocation compensatrice au titre de la taxe foncière est principalement due à une nouvelle baisse de la dotation forfaitaire qui ne fait qu'accentuer la perte cumulée depuis 2014 la portant à 1,818M€. La contribution au redressement des comptes publics et le désengagement de l'Etat au travers de la dotation globale de fonctionnement a représenté une baisse très importante de recettes pour la ville.

	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	693 493,00 €	624 175,00 €	516 677,00 €
Dotation de solidarité urbaine	288 126,00 €	318 953,00 €	350 447,00 €
Total Dotation globale de fonctionnement	**981 619,00 €**	**943 128,00 €**	**867 124,00 €**
Evolution			
Perte de recette /N-1	-21 091,00 €	-38 491,00 €	-76 004,00 €
Perte de recette cumulée depuis 2014	-1 704 001,00 €	-1 742 492,00 €	-1 818 496,00 €



Evolution de la dotation forfaitaire - 2008 - 2022

Hormis le FCTVA, la dotation de solidarité urbaine, la dotation pour titres sécurisés, les autres recettes sont en baisses.

1.2-b) Les subventions de fonctionnement

Le montant des subventions de fonctionnement perçues, 1,485 M€ en 2022, augmente entre 2021 et 2022 de 6%.

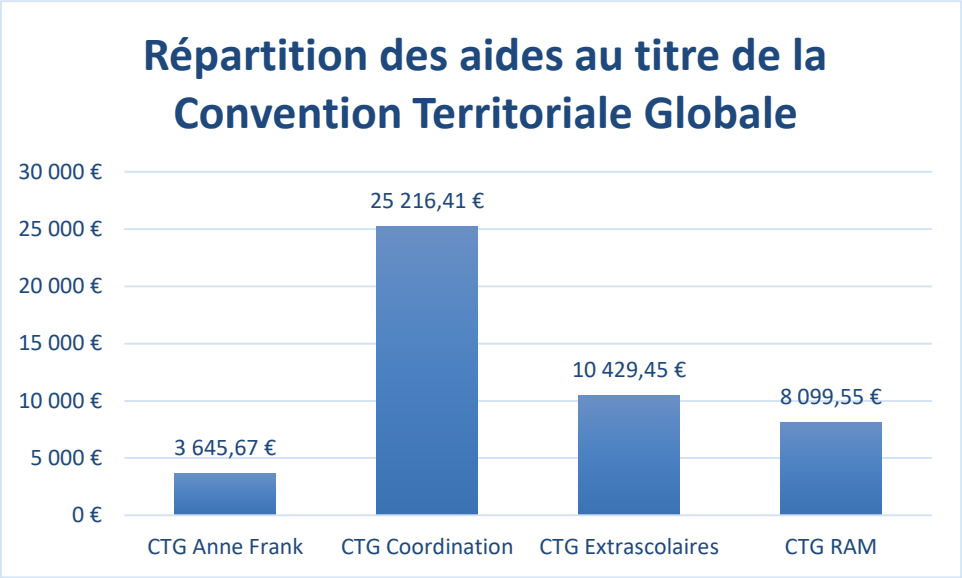
En dépit de la fin progressive des dispositifs des contrats aidés (- 61,7 K€) par rapport à 2021, l'augmentation des recettes liées à la prévention spécialisée et l'augmentation des subventions de la CAF permettent de maintenir les montants constatés à ce chapitre.

La répartition entre les différents partenaires est présentée ci-dessous :

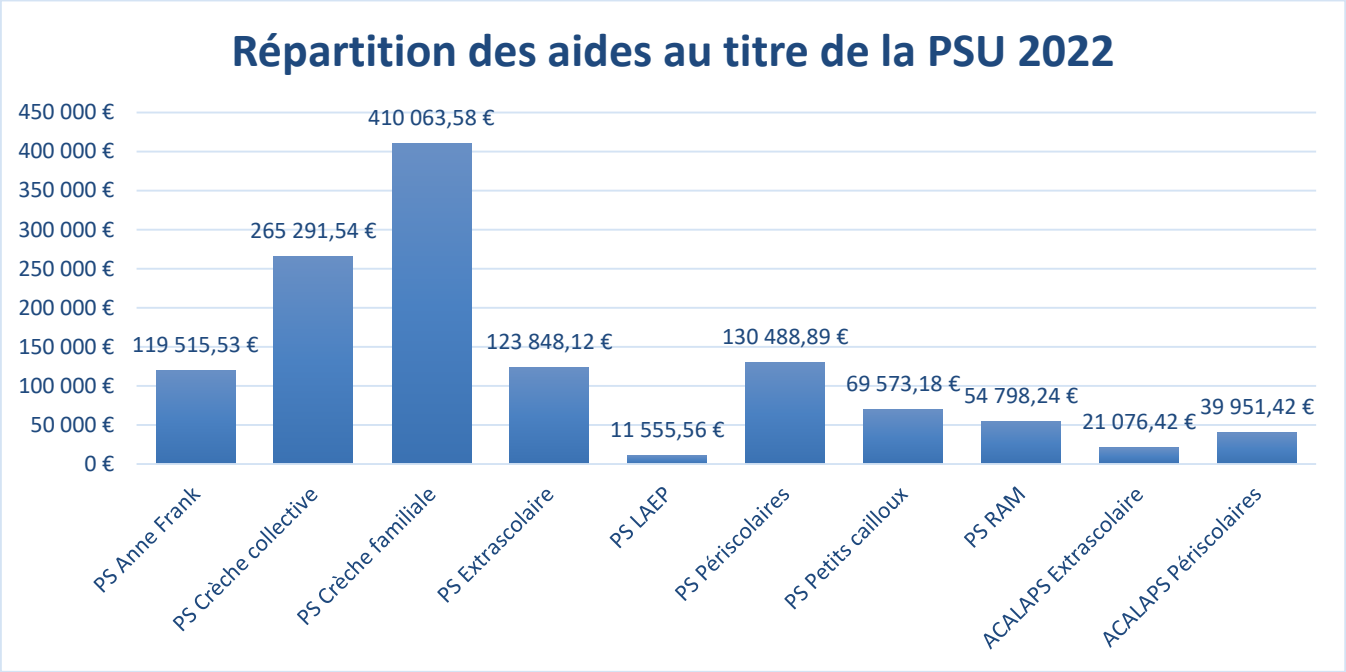
	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Subventions de fonctionnement	**1 592 302,22 €**	**1 397 383,21 €**	**1 484 743,36 €**	**87 360 €**	**6%**
Etat - Contrats aidés	58 810,84 €	61 607,26 €		-61 607 €	-100%
Etat - Subvention prévention spécialisée / médiateurs/adultes relais	22 000,00 €	0,00 €	103 502,00 €	103 502 €	100%
Région Centre - PACT	55 552,00 €	24 630,50 €	32 850,00 €	8 220 €	33%
CAF du Loiret - Prestations de services et CTG	1 455 939,38 €	1 311 145,45 €	1 348 391,36 €	37 246 €	3%

La caisse d'allocations familiales du Loiret reste le premier financeur (1,348 M€) en soutenant le secteur de la jeunesse et de la petite enfance au titre de deux dispositifs :

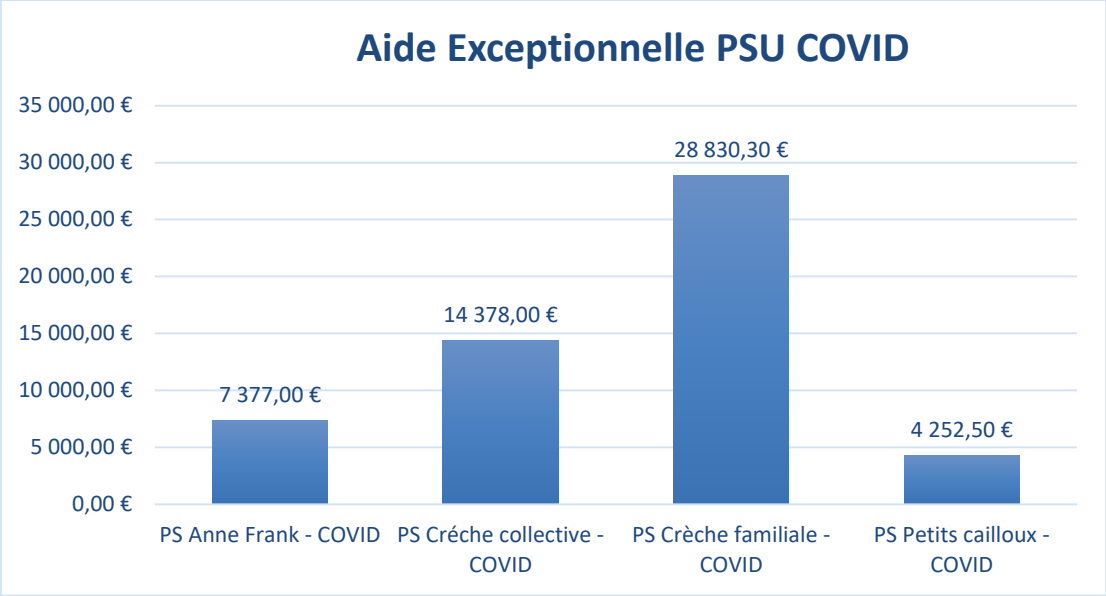
- La convention territoriale globale, pour un montant de47 000 euros :



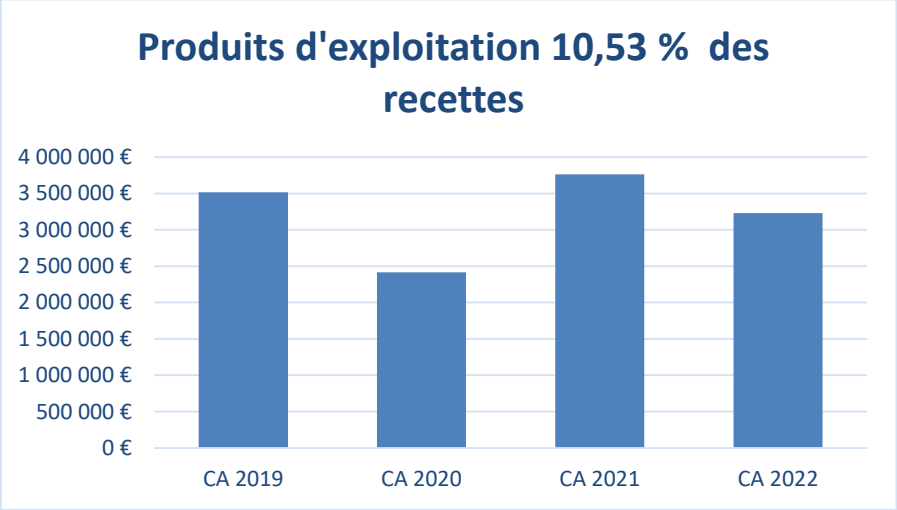
- La prestation de service unique pour 1,246 M€ :



- Enfin, Les aides exceptionnelles Covid au titre de la prestation de service unique constituent une recette non pérenne d'un montant de 55 000 euros :



1.3 Les produits d'exploitation



Les recettes de produits d'exploitation constituent 10,53% des recettes de fonctionnement contre 12% en 2021.

1.3-a) Les recettes des prestations de services

Les prestations de services (1,892M€) regroupent essentiellement les recettes tarifaires encaissées auprès des usagers. Ces prestations sont facturées en échange d'un service. Leur augmentation est due à l'augmentation des élèves accueillis au sein des différentes écoles de la commune.

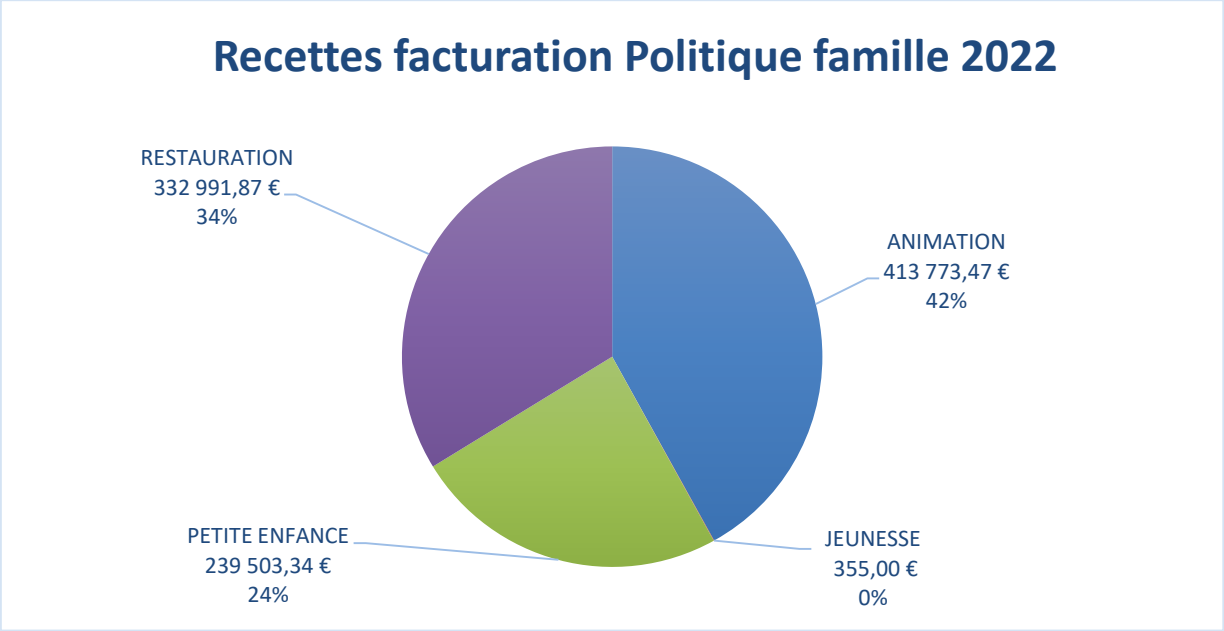
En 2022, le montant perçu avoisine celui perçu avant la crise sanitaire.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Prestation de services	**1 339 278,12 €**	**1 640 870,19 €**	**1 892 640,82 €**	**251 771 €**	**15%**
Refacturation prestations direction famille	888 916,91 €	1 238 461,89 €	1 323 434,17 €	84 972 €	7%
Facturation utilisation des équipements sportifs	82 369,85 €	60 300,73 €	113 902,39 €	53 602 €	89%
Entrées Piscine	49 447,53 €	36 949,94 €	74 873,95 €	37 924 €	103%
Locations de salles	8 235,80 €	10 621,75 €	18 865,20 €	8 243 €	78%
Recettes médiathèque	624,05 €	2 180,39 €	1 090,09 €	-1 090 €	-50%
Régie funéraire	38 717,70 €	33 485,74 €	31 078,00 €	-2 408 €	-7%
Facturation loyers et charges Batiments communaux	270 966,28 €	258 869,75 €	329 397,02 €	70 527 €	27%

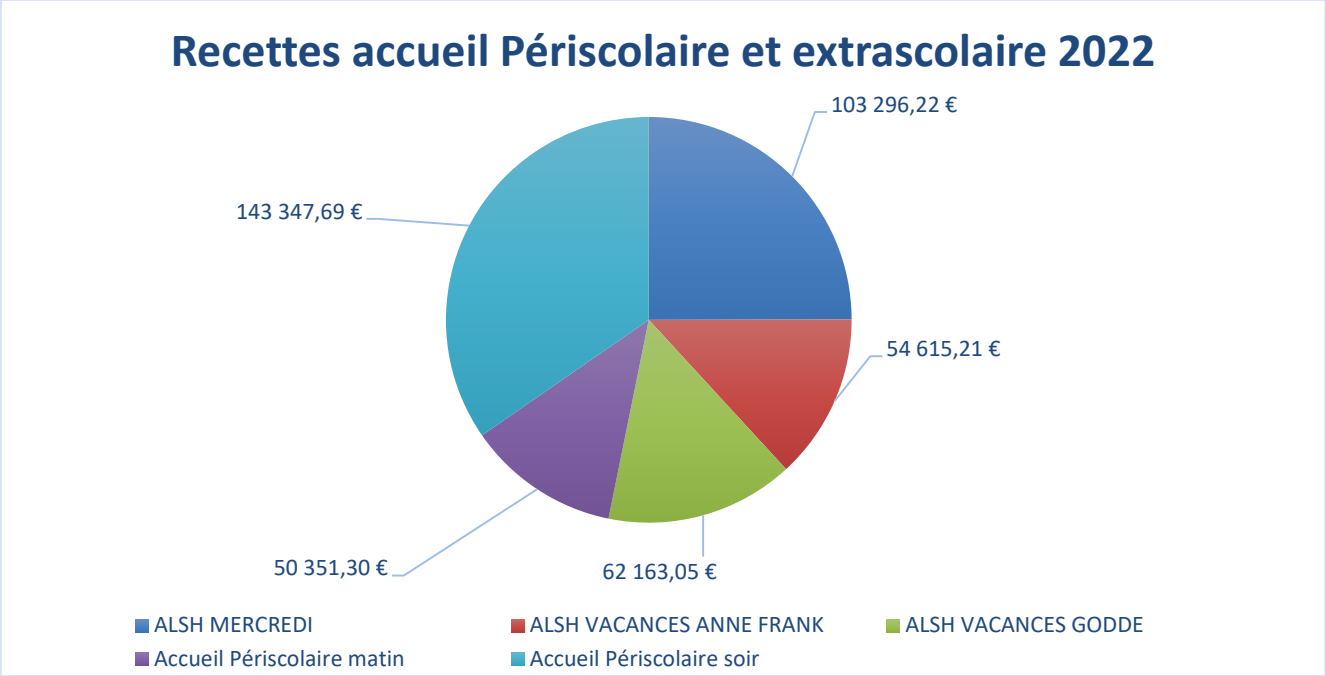
- Les recettes de prestations de la politique Famille

Le principal poste de recettes de prestations de services (1,323 M€) concerne la refacturation des prestations en lien avec la politique Famille au sens large : Accueil de loisirs / accueil périscolaires / restauration scolaire et séniors / Mode de garde petite enfance/ Jeunesse.

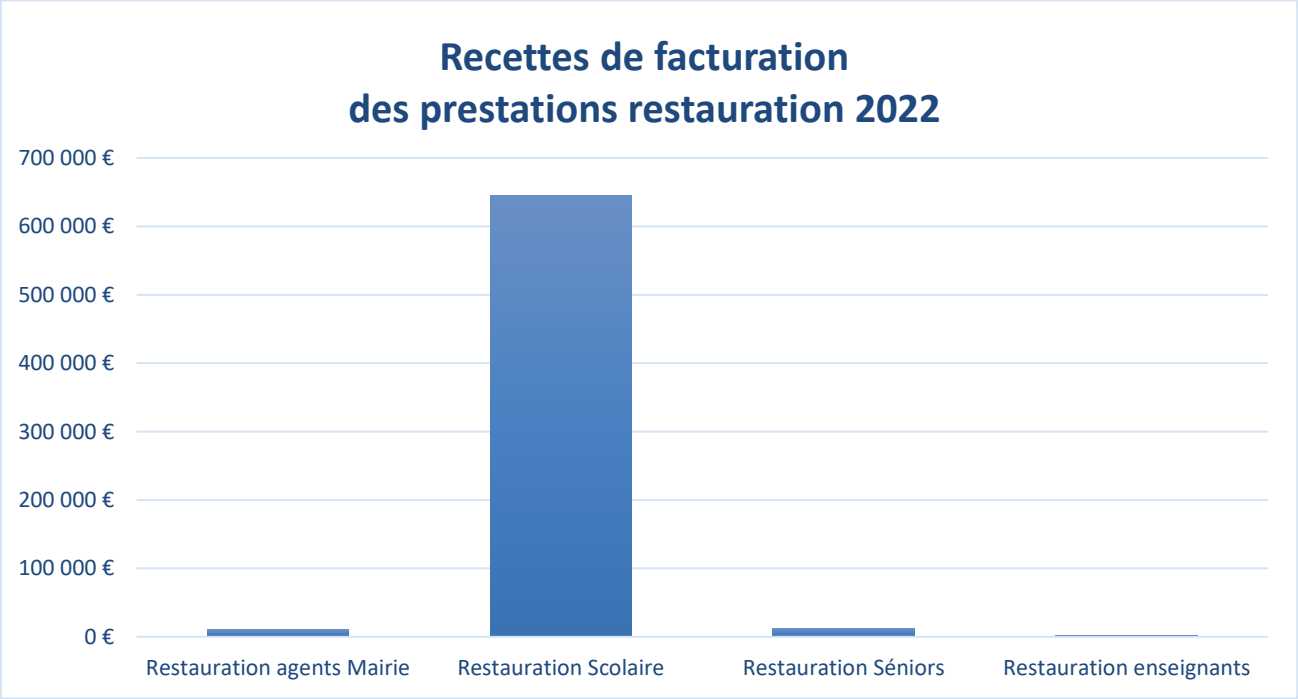
La répartition de ces recettes est la suivante :



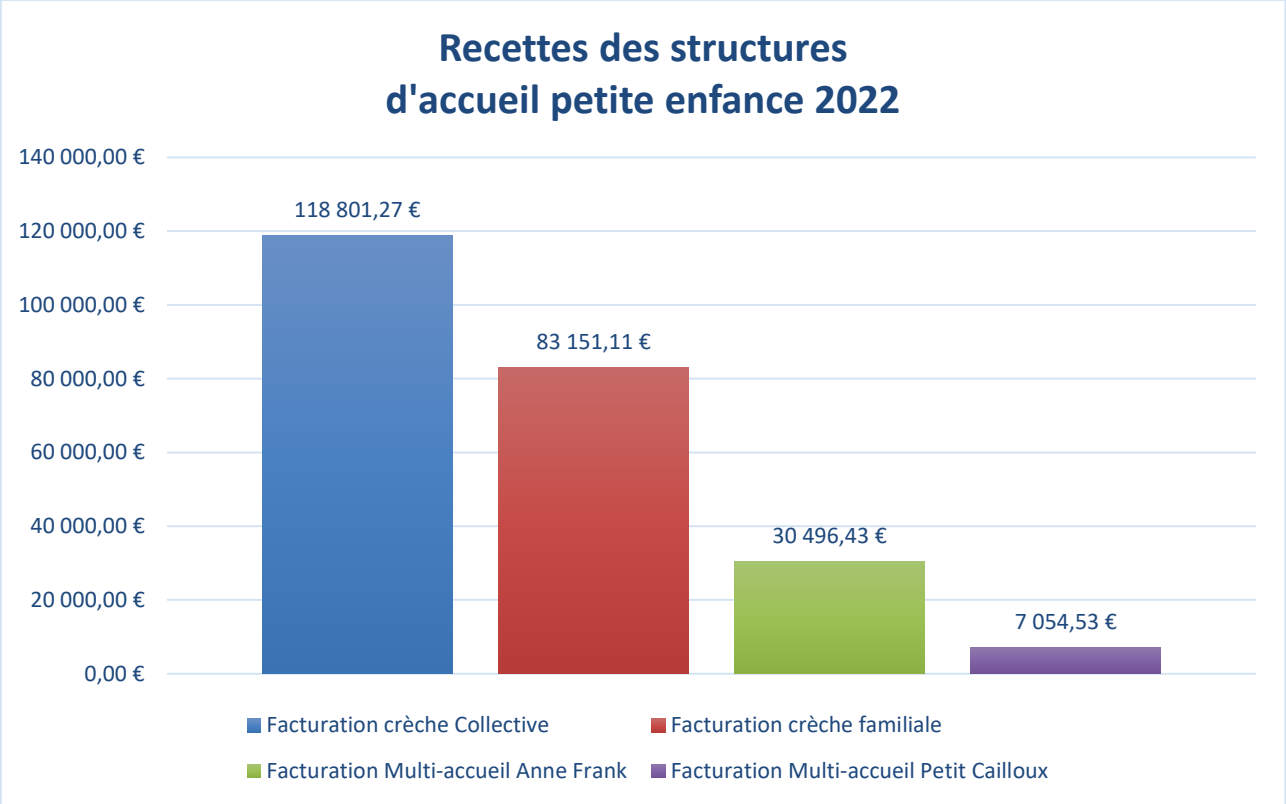
Les recettes de facturation des prestations des différents accueils s'élèvent à 0,413 M€ dont la majorité proviennent de l'accueil périscolaire du soir (0,143 M€), les vacances scolaires (0,117M€), le mercredi (0,103M€)



Pour les prestations de restauration (0,669 M€), 96 % des recettes sont issues des facturations aux familles.

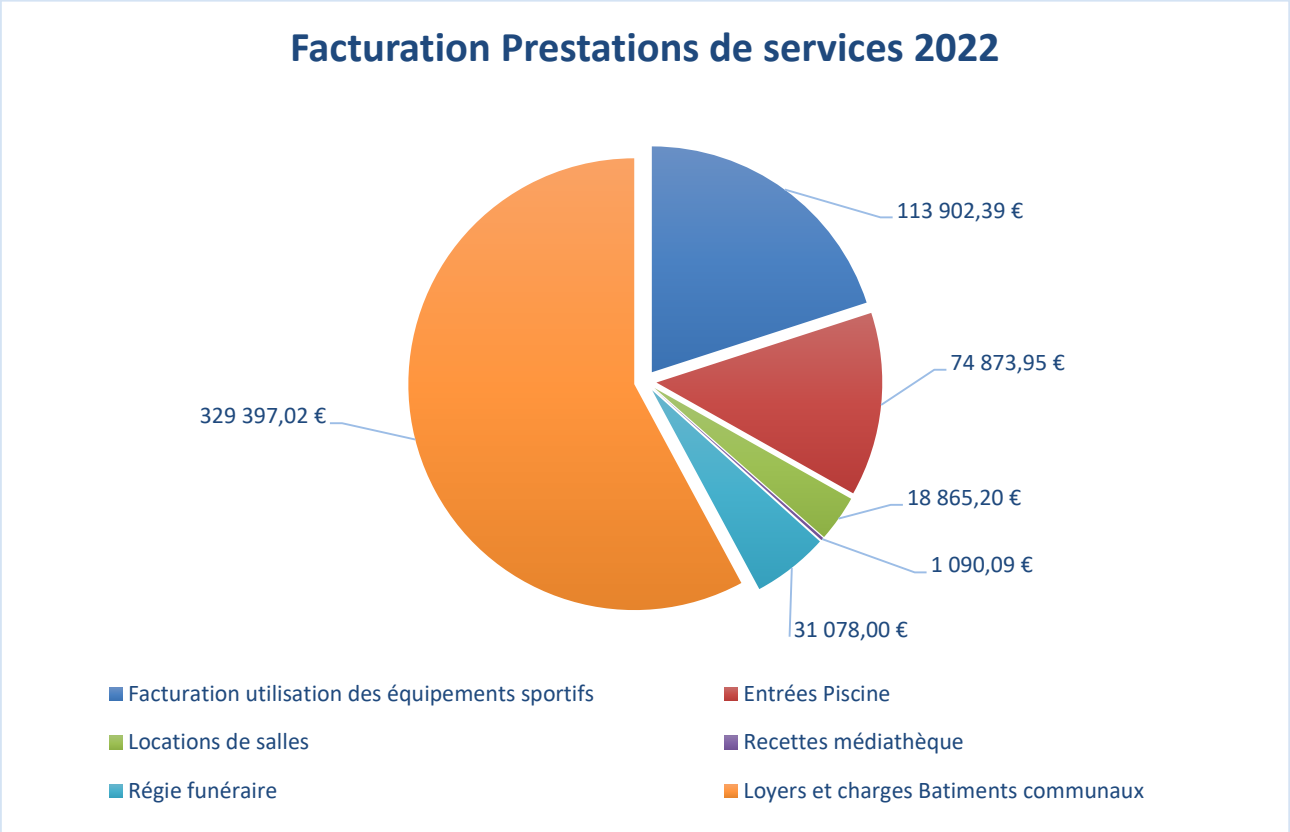


Les recettes des structures d'accueil petite enfance sont comptabilisées à 239 K€ en 2022 et sont majoritairement composées par les recettes d'accueil de deux structures : la crèche collective (119 K€) et la crèche familiale (83 K€)



- Les autres recettes de prestations de services

Les autres recettes de prestations de service s'élèvent à 569 K€ en 2022 en augmentation rapport au CA 2021 (+167 K€). Elles sont issues pour 58 % de la facturation des loyers des biens de la commune (329 K€), pour 20 % de la facturation pour l'utilisation des équipements sportifs de la ville et 13% concernent les entrées piscine.



1.3-b) les remboursements de frais dans le cadre des conventions de mise à disposition

Les remboursements de frais dans le cadre de conventions de mise à disposition représentent une recette de 1 340 M€ en 2022 en forte baisse par rapport au compte administratif 2021 (-781 K€) soit -37 %.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Remboursement de frais (MAD)	**1 077 919,39 €**	**2 120 787,27 €**	**1 339 680,50 €**	**-781 107 €**	**-37%**
MAD Orléans Métropole	972 231,85 €	2 024 301,62 €	1 318 625,14 €	-705 676 €	-35%
MAD ORLEANS (Médecine préventive)		646,56 €		-647 €	-100%
MAD CCAS	57 365,54 €	64 817,60 €	8 255,36 €	-56 562 €	-87%
MAD SIVOM	10 040,46 €			0 €	0%
MAD SIRCO	23 262,08 €	14 861,49 €		-14 861 €	-100%
MAD Chécy	5 899,46 €			0 €	0%
Refacturation actes d'urbanisme - Semoy	9 120,00 €	16 160,00 €	12 800,00 €	-3 360 €	-21%

Concernant, la mise à disposition de personnel, Orléans Métropole est le premier organisme concerné (1,318 M€ soit 98 % des recettes de mises à disposition).

En 2021, les recettes perçues concernaient l'exercice 2021 mais également le quatrième trimestre 2020, (0,586 M€) ce qui explique cette baisse en 2022.

La recette perçue en 2022 concerne uniquement l'exercice 2022.

Les autres recettes de mise à disposition (0,021 M€) sont en baisse par rapport à 2021.

L'agent mis à disposition du CCAS à 50% est désormais totalement rémunéré par le CCAS

Les autres produits et recettes diverses, d'un montant de 0,586M€ en 2022, comprennent les recettes liées au personnel (11K€), les remboursements IJ (46K€), les remboursements d'assurances dans le cadre de sinistre (52 K€) et les autres recettes diverses (0,373M€) dont les écritures de régularisations de rattachements pour 281K€, les produits de cessions (17K€), le remboursement d'une partie de la subvention versée au Sirco (41K€)

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Autres produits	**1 412 356,78 €**	**770 319,58 €**	**586 002,83 €**	**-184 317 €**	**-24%**
Recettes liées au personnel	59 176,50 €	30 571,27 €	11 484,94 €	-19 086 €	-62%
Remboursement IJ CPAM	30 516,08 €	67 136,39 €	45 888,07 €	-21 248 €	-32%
Remboursement Indemnité Inflation			39 700,00 €	39 700 €	100%
Autres recettes RH	30 525,17 €	37 252,34 €	63 481,92 €	26 230 €	70%
Remboursement Assurances	3 714,03 €	18 616,48 €	51 741,38 €	33 125 €	178%
Produits financiers	45,64 €	199,68 €	208,17 €	8 €	4%
Autres recettes diverses	1 288 379,36 €	616 543,42 €	373 498,35 €	-243 045 €	-39%

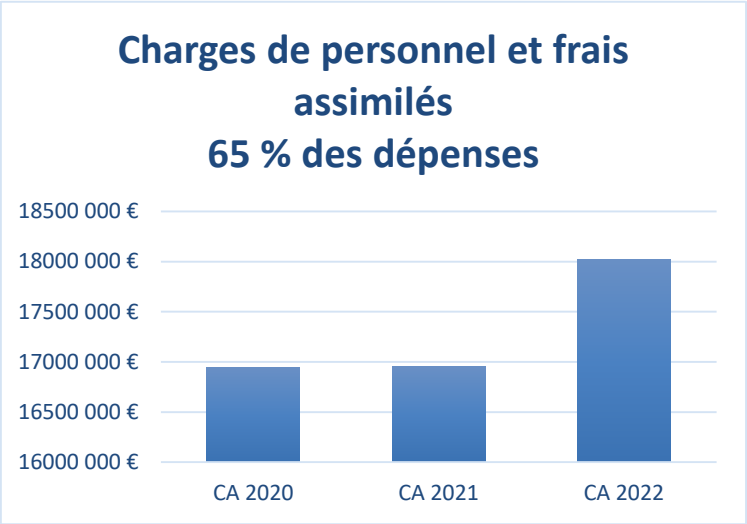
2) Les dépenses de fonctionnement

Le montant total des dépenses réelles de fonctionnement atteint, 27,619 M€, en augmentation de 7% par rapport à 2020 (+ 1,908 M€).

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
Dépenses courantes de fonctionnement (2)	**25 569 413,21 €**	**25 710 469,35 €**	**27 618 929,41 €**	**1 908 460,06 €**	**7%**
011 - Charges à caractère général	**5 347 216,02 €**	**5 655 458,89 €**	**6 478 760,22 €**	**823 301,33 €**	**15%**
60 - Achats	3 061 839,22 €	3 143 734,80 €	3 774 843,22 €	631 108,42 €	20%
61 - Services extérieurs	1 286 330,46 €	1 389 962,50 €	1 534 144,86 €	144 182,36 €	10%
62 - Autres services extérieurs	910 935,89 €	1 068 169,59 €	1 108 013,38 €	39 843,79 €	4%
63 - Impôts et taxes	88 110,45 €	53 592,00 €	61 758,76 €	8 166,76 €	15%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	**16 946 901,63 €**	**16 951 041,86 €**	**18 025 271,40 €**	**1 074 229,54 €**	**6,34%**
014 - Atténuations de produits	**192 425,00 €**	**217 973,00 €**	**187 315,00 €**	**-30 658,00 €**	**-14%**
65 - Autres charges de gestion courante	**2 740 233,88 €**	**2 607 482,73 €**	**2 657 809,15 €**	**50 326,42 €**	**2%**
66 - Charges financières	**314 380,23 €**	**265 449,03 €**	**233 961,11 €**	**-31 487,92 €**	**-12%**
67 - Charges exceptionnelles	**28 256,45 €**	**13 063,84 €**	**30 053,08 €**	**16 989,24 €**	**130%**
68 - Dotations aux provisions et dépréciations			**5 759,45 €**	**5 759,45 €**	**100%**

2.1) Les charges de personnel

Les charges de personnel demeurent le premier poste des dépenses de fonctionnement (65%). Cette part importante des dépenses de personnels dans les dépenses globales de la collectivité s'explique par le choix, assumé de longue date, de produire un grand nombre de services au public par du personnel embauché directement par la ville, plutôt qu'en externalisant.



Elles connaissent une importante augmentation en 2022 notamment due :
-aux nombreux postes restés vacants en 2021, et pourvus en 2022 ;
-des départs en 2021 (mutations, retraites …) pourvus en 2022 ;
-aux recrutements d'agents sur des postes permanents pour renforcer les équipes notamment aux services élagage, menuiserie, peinture, espace public, ménage, administratif) ;
-des créations de postes avec mise en stage suite à l'adaptation des besoins de la direction éducation-famille et à des ouvertures de classes (restauration, Atsem, animation, petite enfance…) ;
-l'évolution de certains postes à temps partiel vers du temps complet.

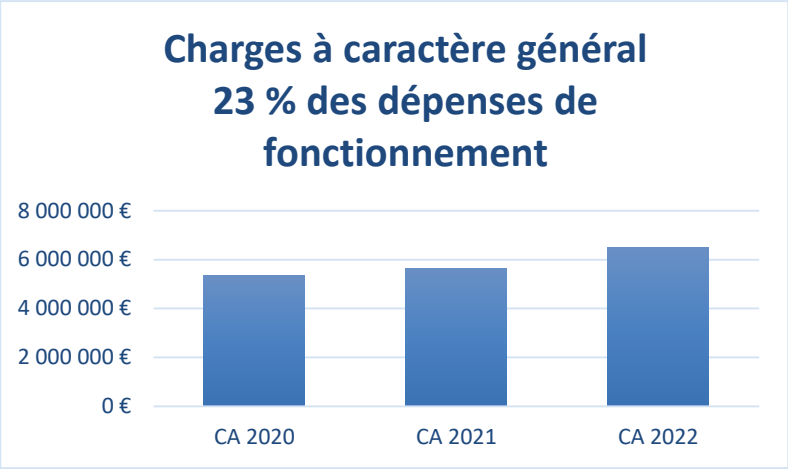
De plus, l'année 2022 a été marquée par une inflation en forte hausse entrainant des réformes nationales et des ajustements : 3 revalorisations du SMIC (7,76%), 1 revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (3,5%) et 2 réajustements des grilles indiciaires (1er mai 2022 et 1er septembre 2022), indemnités de fin de contrats.

Ces décisions, non prévisibles, ont fortement impacté les finances de la Ville (impact estimé en année pleine : 1 million d'euros), obligeant à recourir à une décision modificative en novembre 2022.

2.2) les charges à caractère général

Les charges à caractère général (6,479 M€) sont composées des achats (3,775 M€), des services extérieurs (1,534 M€), des autres services extérieurs (1,108 M€) et des impôts et taxes (0,062 M€).

Elles sont en augmentation de 15% par rapport au CA 2021 soit +0,823 M€.



Il est à noter que la comparaison par famille d'achats au sein des charges à caractère général est parfois sujette à mauvaise interprétation. En effet, des imputations comptables différemment utilisées d'une année sur l'autre peuvent faire apparaître des variations au sein des catégories d'achats et ainsi fausser la lecture. Un récapitulatif global des charges à caractère général par service est présenté à la fin de cette partie.

2-2-a) Les achats

Les achats effectués par la collectivité (3,774 M€) sont en augmentation de 20% par rapport à 2021 soit (+6,31 M€).

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
60 - Achats	**3 061 839 €**	**3 143 735 €**	**3 774 843 €**	**631 108 €**	**20%**
Services techniques bâtiments / Garage	551 769 €	527 623 €	570 213 €	42 591 €	8%
Services techniques Espaces verts / Propreté / Voiries	146 877 €	120 945 €	128 924 €	7 979 €	7%
Restauration	740 055 €	1 015 130 €	1 160 292 €	145 162 €	14%
Culture / Médiathèque	67 819 €	74 326 €	66 147 €	-8 179 €	-11%
Scolaire / Jeunesse / Animation	172 407 €	175 735 €	188 344 €	12 609 €	7%
Sports / vie associative / Piscine	42 125 €	30 381 €	35 800 €	5 419 €	18%
Fluides	1 264 664 €	1 113 220 €	1 550 774 €	437 554 €	39%
Autres services	76 123 €	86 375 €	74 348 €	-12 028 €	-14%

Au-delà des nombreux projets portés en 2022, ce poste de dépense a subi de plein fouet une hausse largement liée à l'inflation.

Concernant ce poste, on note une augmentation :

-des dépenses de fluides de 39% après une baisse en 2021. L'augmentation de ces dépenses en 2022 est due d'une part à l'impact de l'inflation mais également à une facturation décalée nécessitant le rattachement d'une partie des charges (0,380 M€) afin de ne pas impacter le budget primitif 2023. Le rattachement fera l'objet d'une régularisation à réception des factures le cas échéant.

	2020	2021	2022	Moyenne des trois années
Electricité	595 157 €	502 004 €	704 644 €	600 602 €
Gaz	374 099 €	417 101 €	755 909 €	515 703 €
Eau / Assainissement	295 408 €	193 711 €	88 819 €	192 646 €
Total	**1 264 664 €**	**1 112 816 €**	**1 549 372 €**	**1 308 951 €**

Le CA 2022 sur l'électricité et le gaz est au-dessus de la moyenne annuelle sur ces postes. Cependant ces montants correspondent d'une part aux factures réellement reçues et d'autres part à une estimation des factures à recevoir et qui ont fait l'objet d'un rattachement (380 K€). Les dépenses réelles sur un exercice ne peuvent être fait qu'à postériori à réception des factures.

-des dépenses portées par les services techniques bâtiments /Garage +8%

Elles concernent les produits d'entretien, le carburant, les pièces détachées, les fournitures et les vêtements de travail.

-la restauration +14%

Les dépenses de restauration concernent principalement l'achat de repas auprès du Sirco.

Outre l'augmentation du prix unitaire, on note également une augmentation du nombre d'achat de repas effectués (coût 1,107K€ contre 0,96K€ en 2021). Les autres dépenses concernent les vêtements de travail, les fournitures et les produits d'entretien.

Sur les autres postes, on retrouvera essentiellement les fournitures scolaires, les matières premières, les livres et les petits équipements.

2.2-b) Les services extérieurs (maintenance, réparation, spectacle, assurance)

Les dépenses relatives aux services extérieurs d'un montant de 1,534M€ en 2022, sont en augmentation par rapport au compte administratif 2021 qui s'élevait à 1,390 M€ (+0,144 M€).

	2020	2021	2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
61 - Services extérieurs	**1 286 330 €**	**1 389 963 €**	**1 534 145 €**	**144 182 €**	**10%**
Services techniques bâtiments / Garage	314 087 €	342 426 €	308 444 €	-33 983 €	-10%
Services techniques Espaces verts / Propreté / Voiries	58 042 €	74 726 €	71 015 €	-3 711 €	-5%
Secrétariat général (dont primes assurances)	216 806 €	155 250 €	159 426 €	4 176 €	3%
Culture / Médiathèque	97 406 €	131 044 €	210 610 €	79 565 €	61%
Scolaire / Jeunesse / Animation / Restauration	38 397 €	45 880 €	65 687 €	19 807 €	43%
Sports / vie associative / Piscine	33 066 €	39 048 €	51 711 €	12 663 €	32%
Informatique	380 829 €	380 442 €	375 740 €	-4 702 €	-1,2%
RH	62 263 €	66 438 €	221 427 €	154 989 €	233%
Autres services	85 433 €	154 708 €	70 086 €	-84 622 €	-55%

Outre, les dépenses générales effectuées par les équipes du centre technique municipal de la ville (0,308 M€), qui concernent les réparations des bâtiments (82 K€), la maintenance des équipements (76 K€), ainsi que la réparation des matériels (58 K€) et biens mobiliers (59 K€), les plus importants postes de dépenses pour la collectivité en services extérieurs correspondent aux :

- Les dépenses du service informatique pour 376 K€ ; elles comprennent notamment la maintenance et assistance aux utilisateurs du parc informatique et des logiciels pour 84 K€ (contre 89 K€ en 2021), l'entretien et les dépannages pour 45 K€ ,la formation et les logiciels pour 54k€ et le paiement de la quote-part de la ville au fonctionnement du service mutualisé des systèmes d'information, à hauteur de 597 € par poste et par an, soit une dépense annuelle totale d'environ 192 K€ montant identique en 2021.

- Les dépenses du service ressources humaines pour 221K€ concernent :

-la cotisation annuelle versée au titre des œuvres sociales pour le personnel (Plurélya) : 115k€

-les formations obligatoires et hors CNFPT pour 0,66K€

-cellule d'écoute pour le suivi des RPS pour 0,19K€

-cabinet de recrutement pour 0,18K

- Les dépenses des services culture – médiathèque pour 211k€

Les dépenses concernent le festival embrayage 2022 (101k€) : spectacle, organisation technique, régie, locations.

- Les dépenses du Secrétariat général pour 159 K€

Dépenses relatives aux différents contrats d'assurances de la collectivité pour 133 K€ en 2021 (contre 113 k€ en 2021) en augmentation par rapport à 2021 (Dommages aux biens, responsabilité civile, flotte véhicule). Les autres dépenses concernent la documentation et les abonnements

2.2-c) Les autres services extérieurs (ménage, réalisation graphique, publication, télécommunication, transport, affranchissement)

Les autres services extérieurs (1 108 K€) sont en hausse de 40K€ soit +4 % par rapport au compte administratif 2021.

	2020	2021	2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
62 - Autres services extérieurs	**910 936 €**	**1 068 170 €**	**1 108 013 €**	**39 844 €**	**4%**
Services techniques bâtiments / Garage	347 728 €	453 918 €	439 139 €	-14 778 €	-3%
Culture / Médiathèque	17 447 €	3 065 €	34 031 €	30 965 €	1010%
Services informatiques	111 624 €	114 577 €	80 544 €	-34 033 €	-30%
RH	49 313 €	45 055 €	30 268 €	-14 788 €	-30%
Communication	151 092 €	141 301 €	171 140 €	29 839 €	21%
Scolaire / Jeunesse / Animation / Restauration	43 326 €	85 239 €	78 194 €	-7 045 €	-8%
Autres services	190 406 €	225 014 €	274 698 €	49 684 €	22%

Sur ce chapitre, les postes de dépenses les plus importants concernent :

- Les dépenses liées aux services techniques pour 439 K€. Ces dépenses se rapportent aux frais de nettoyage des différents locaux de la ville via la passation d'un marché public pour certains locaux administratifs, les salles communales, le nettoyage de la Maison des Longues Allées, les gymnases, l'entretien des cours de tennis couverts et l'entretien de la piscine. Pour rappel, la ville a également fait le choix d'effectuer une partie des prestations de nettoyage via du personnel communal pour les sites les plus sensibles notamment pour les écoles.
- Les dépenses relatives au service des ressources humaines (30 K€) comprennent les remboursements de frais de missions et de formations.
- Les dépenses du service communication et d'information des usagers (171 K€) avec la réalisation, l'impression et la distribution du magazine Regards, la réalisation du catalogue de la saison culturelle et plus généralement l'ensemble des supports d'information à destination des Abraysiens, les dépenses liées aux fêtes et cérémonies ainsi que celles concernant le festival de l'embrayage pour 16k€.
- Les dépenses du service informatique pour 80 K€ qui correspondent au frais de télécommunications 40K€ et la refacturation par la Métropole des biens partagés (40K€).
- Les dépenses de transport collectif des services animations, scolaire et jeunesse 78K€
- Les dépenses sur les autres services regroupent les frais d'affranchissement 39K€, la mise à disposition d'un agent de la commune de Fleury les Aubrais pour exercer la mission de déléguée à la protection des données, les frais de gardiennage et de surveillance pilotée par la police municipale, la location et restauration pour le festival de l'embrayage 13k€, les catalogues et imprimés rédigés et diffusés par le service de la culture 34k€.

2.2-d) Déclinaison par politique publique des charges à caractère général

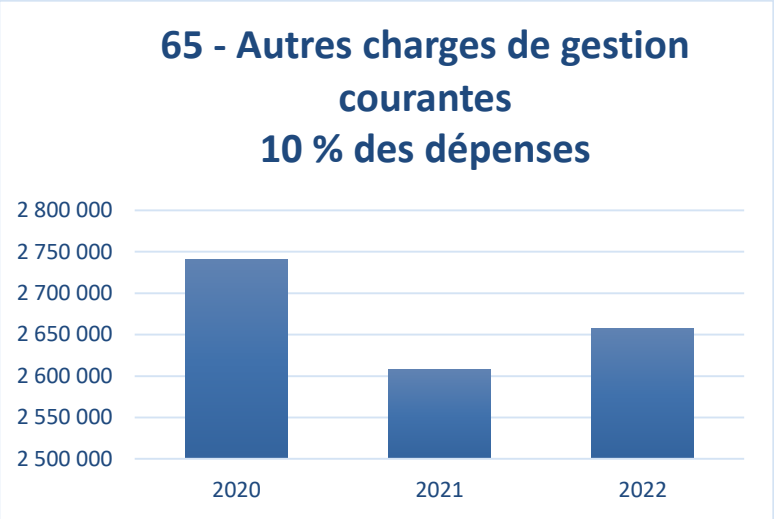
Politique publique	Déclinaison des politiques	Gestionnaire	Chapitre 011
1 Education et Jeunesse	L'EDUCATION C'EST NOTRE AVENIR	Petite enfance	66 956,97 €
		Scolaire	153 194,20 €
		Restauration	1 176 571,57 €
		Animation	75 613,50 €
	LA POLITIQUE JEUNESSE	Jeunesse	20 180,67 €
2 Protection et social	ASSURER LA TRANQUILITE PUBLIQUE	Police	61 551,69 €
	ENCOURAGER LES ACTIONS AU QUOTIDIEN	Prévention	35 611,12 €
3 Ville Durable Ecologie Biodiversité Aménagement	VILLE EN TRANSITION ECOLOGIQUE	Transition	7 630,00 €
	VILLE VERTE ET RICHE EN BIODIVERSITE	Espaces verts	120 418,03 €
	INTEGRER LA PLACE DE LA FAUNE EN VILLE	Environnement	80 411,62 €
	REMETTRE L'AGRICULTURE AU COEUR DE LA VILLE	Voirie	22 088,95 €
	AMENAGEMENT PARTICIPATIF DE LA VILLE	Urbanisme	90 573,40 €
4 Ville qui bouge	UNE VILLE ANIMEE	Vie Associative	74 816,47 €
	UNE VILLE SPORTIVE POUR TOUTES ET TOUS	Sport	26 783,30 €
		Piscine	23 750,23 €
	LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS	Culture	240 392,09 €
		Médiathèque	70 395,33 €
5 Ville qui coopère Economie	COOPERATION ECONOMIQUES ET INNOVATIONS SOCIALES	Service Vie Economique et Emploi	19 625,45 €
	COOPERATIONS ET SOLIDARITES INTERNATIONALES	Relations Internationales	18 564,59 €
		Protocole	6 669,00 €
7 Patrimoine	GESTION PATRIMOINE BATI	Administration générale	50 831,80 €
		Bâtiments	443 327,40 €
		Garage	313 484,21 €
		Ménage	510 973,71 €
8 Moyens généraux	RH	RH	255 602,53 €
	Finances	Finances	18 677,97 €
	Fluides	Fluides	1 550 774,15 €
	DSI	DSI	192 234,00 €
			86 415,78 €
			86 340,73 €
			93 690,16 €
		DG	55 680,08 €
	Secrétariat Général	Secrétariat Général	207 414,11 €
	Etat civil-Assurance	Etat civil-Assurance	10 857,91 €
	Communication	Communication	207 965,13 €
	Cabinet	Cabinet	2 692,37 €
Total Général			6 478 760,22 €

2.2-d) Les impôts et taxes

Le poste de dépenses des impôts et taxes concernent les taxes foncières payées par la ville pour ses bâtiments. Le montant global de 2022 (54 K€) est constant par rapport à 2021.

2.3) Les autres produits de gestion courante

Les autres produits de gestion courante sont comptabilisés à hauteur de 2,658 M€ en 2022 en augmentation de 2 % par rapport au compte administratif 2021. Elles englobent principalement les subventions aux associations (1,673 M€), la subvention d'équilibre au CCAS (525 K€), les indemnités des élus (254 K€), la subvention exceptionnelle versée au Sirco (121K€).



L'augmentation s'explique principalement par :

-une subvention versée au Sirco et liée notamment à l'inflation permettant de ne pas augmenter le prix unitaire d'achat des repas. Au global, ce montant doit être atténué par le remboursement effectué par le SIRCO à hauteur de 41k€ (cf supra)

-une augmentation des subventions aux associations liée aux subventions de projets et aux subventions exceptionnelles

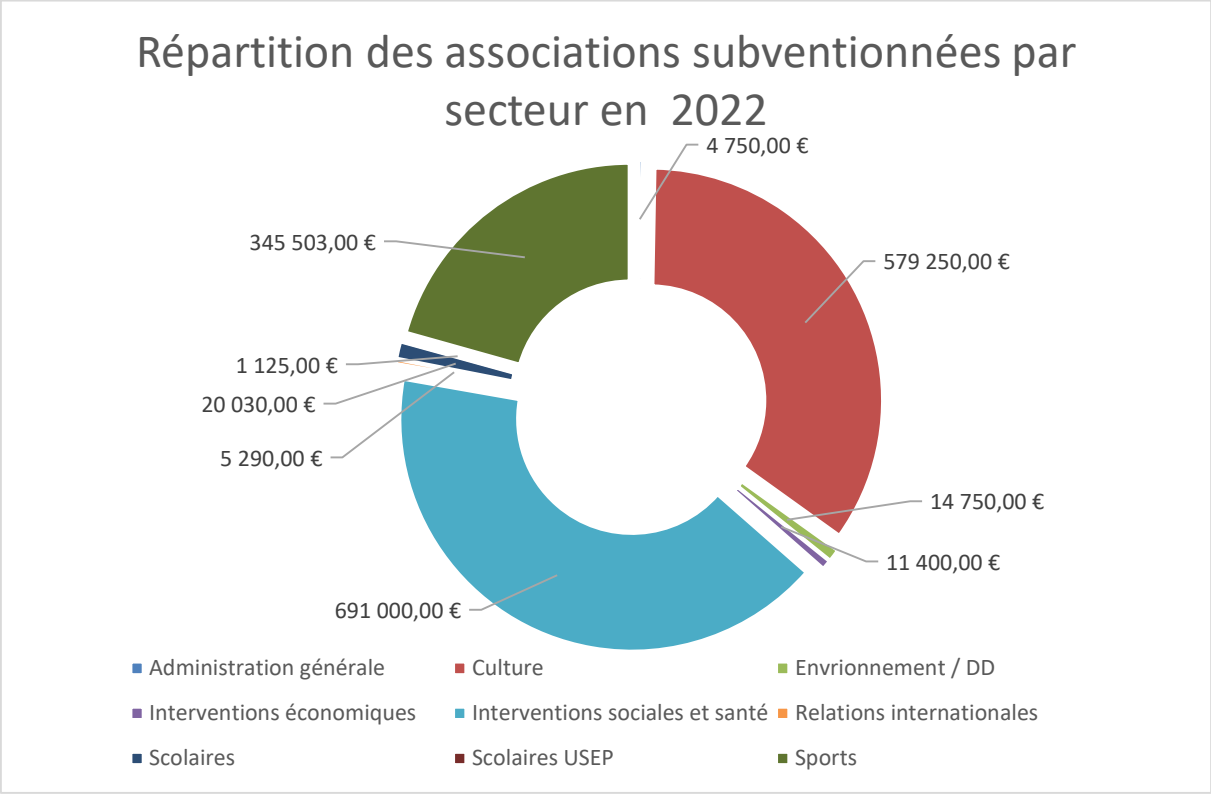
-une évolution du montant global des indemnités versées aux élus dûe notamment aux dates de départ et d'arrivée mais également à une consommation plus importante de l'enveloppe de formation.

Les baisses concernent notamment :

- La subvention au CCAS diminuée au BS compte tenu des vacances de postes
- Les admissions en non-valeur liées à la gestion de la facturation sur un nouvel outil (outil plus fiable),
- Les droits d'auteurs et redevances pour les logiciels

	2020	2021	2022	Variation CA 2022 /CA 2021	
				Montant	%
65 - Autres charges de gestion courantes	**2 740 234 €**	**2 607 483 €**	**2 657 809 €**	**50 326 €**	**2%**
Admissions en non-valeur	20 355 €	8 486 €	884 €	-7 602 €	-37%
Autres dépenses	49 550 €	61 795 €	52 469 €	-9 326 €	-19%
Droits d'auteur / SACEM	4 656 €	4 182 €	11 531 €	7 349 €	158%
Indemnités + Formation Elus	217 257 €	241 344 €	254 306 €	12 962 €	6%
Participation SIVOM	139 138 €			0 €	0%
Participation SIRCO	104 096 €	41 375 €	124 125 €	82 750 €	79%
Redevances logiciels	20 792 €	22 058 €	16 396 €	-5 662 €	-27%
Subvention	1 649 390 €	1 652 630 €	1 673 098 €	20 468 €	1,2%
Subvention d'équilibre CCAS	535 000 €	575 613 €	525 000 €	-50 613 €	-9%

Les subventions versées en 2022 à hauteur de 1,673 M€ en très légère hausse +1,2% par rapport au compte administratif 2021. Cette enveloppe est répartie dans le tableau ci-dessous par secteur d'activité :

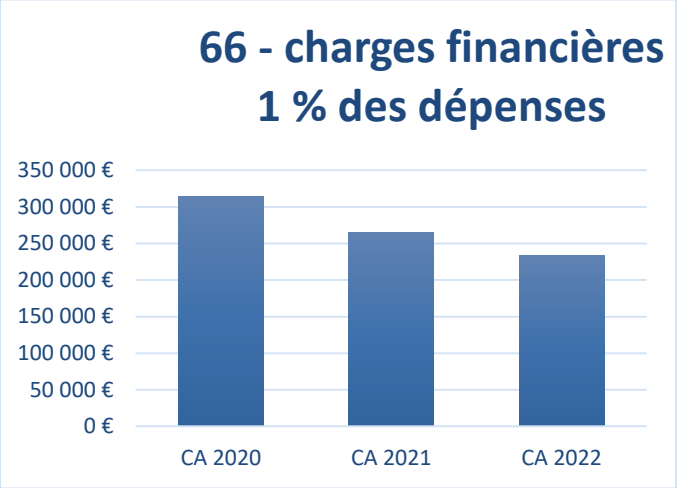


2.4) Déclinaison par politique publique des autres charges de gestion courante

Politique publique	Déclinaison des politiques	Gestionnaire	Chapitre 65
1 Education et Jeunesse	L'EDUCATION C'EST NOTRE AVENIR	Petite enfance	
		Scolaire	56 799,52 €
		Restauration	1 470,05 €
		Animation	
	LA POLITIQUE JEUNESSE	Jeunesse	717 000,00 €
2 Protection et social	ASSURER LA TRANQUILITE PUBLIQUE	Police	
	ENCOURAGER LES ACTIONS AU QUOTIDIEN	Prévention	5 500,00 €
3 Ville Durable Ecologie Biodiversité Aménagement	VILLE EN TRANSITION ECOLOGIQUE	Transition	
	VILLE VERTE ET RICHE EN BIODIVERSITE	Espaces verts	350,00 €
	INTEGRER LA PLACE DE LA FAUNE EN VILLE	Environnement	14 750,00 €
	REMETTRE L'AGRICULTURE AU COEUR DE LA VILLE	Voirie	
	AMENAGEMENT PARTICIPATIF DE LA VILLE	Urbanisme	
4 Ville qui bouge	UNE VILLE ANIMEE	Vie Associative	121,31 €
	UNE VILLE SPORTIVE POUR TOUTES ET TOUS	Sport	345 503,00 €
		Piscine	244,51 €
	LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS	Culture	563 973,25 €
		Médiathèque	1 060,67 €
5 Ville qui coopère Economie	COOPERATION ECONOMIQUES ET INNOVATIONS SOCIALES	Service Vie Economique et Emploi	11 400,00 €
	COOPERATIONS ET SOLIDARITES INTERNATIONALES	Relations internationales	4 290,00 €
		Protocole	
7 Patrimoine	GESTION PATRIMOINE BATI	Administration générale	
		Bâtiments	
		Garage	
		Ménage	
8 Moyens généraux	RH	RH	248 711,73 €
	Finances	Finances	653 750,56 €
	Fluides	Fluides	
	DSI	DSI	
			1 106,00 €
			14 671,10 €
		DG	
	Secrétariat Général	Secrétariat Général	
	Etat civil-Assurance	Etat civil-Assurance	11 511,00 €
	Communication	Communication	- €
	Cabinet	Cabinet	5 596,45 €
Total Général			2 657 809,15 €

2.4) les autres charges

Les autres charges sont composées des charges financières qui s'élèvent en 2022 à 265 K€ en diminution par rapport à 2021 (-12%).



L'effet de la renégociation des emprunts continue à se faire ressentir en 2022 malgré une augmentation des charges financières des emprunts à taux variable. La stratégie financière de la collectivité vise à contenir le niveau d'endettement de la ville afin de dégager des marges de manœuvre pour investir

Les charges exceptionnelles sont quant à elles comptabilisées à hauteur de 30 K€ et concernent principalement le versement d'une aide pour l'Ukraine (16k€), la bourse au permis (9k€) et les charges relatives aux annulations de titres sur exercices antérieurs (5k€).

B/ Section d'investissement

1) Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent en 2022 à 3,448 M€, en augmentation de 0,912 M€ par rapport à 2021 soit une hausse de 36%.

		2020	2021	2022	Variation 2021 / 2022 Montant	%
Recettes d'investissement		**1 867 320 €**	**2 535 823 €**	**3 447 631 €**	**911 808 €**	**36%**
10	Dotations, fonds et réserves	1 326 573 €	2 244 633 €	3 160 727 €	**916 094 €**	41%
13	Subventions d'investissement	506 506 €	288 683 €	285 810 €	**-2 873 €**	-1%
16	Emprunts	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0%
21	Immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0%
23	Immobilisations en cours	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0%
165	Dépôts et cautionnements reçus	993 €	2 282 €	1094 €	**-2 282 €**	-52%
26	Participations et créances	0 €	0 €	0 €	**0 €**	0%
27	Autres immobilisations financières	300 €	225 €	0 €	**-225 €**	-100%
45	Opérations pour compte de tiers	32 949 €	0 €	0 €	**0 €**	0%

Dotations, fonds et réserves

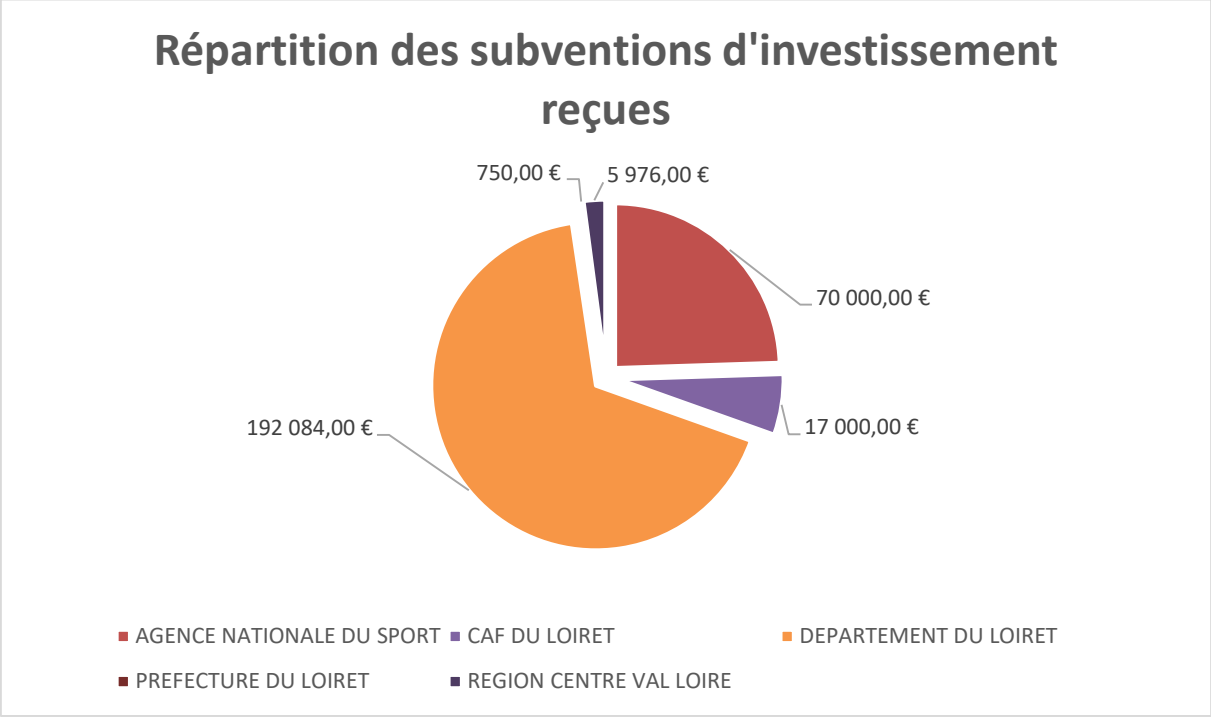
Les financements propres de la ville proviennent :

-de l'affectation des résultats (2 233K€),

- de la taxe d'aménagement qui s'élève à 928k€ dont 687k€ au titre de 2021 (collectée et reversée par la Métropole). Elle est perçue à l'occasion d'aménagements, d'agrandissements, de construction ou de reconstruction d'habitation ou de locaux commerciaux nécessitant une autorisation d'urbanisme. Elle varie en fonction des constructions bénéficiant de réductions ou d'exonérations. (50% pour 100 premiers m^2, locaux à usage industriel ou artisanal et leur annexe, locaux à usage d'habitation et d'hébergement livrés à des organismes HLM et leurs annexes…).

A noter, l'absence de recettes de FCTVA enregistrée en 2022. Un désaccord sur le montant à percevoir à retarder son versement. Un report de crédits de recettes sera affiché au BS 2023.

Subventions d'investissement



Les subventions perçues en 2022 proviennent :

- Du Conseil départemental (67%) et concernent des opérations qui touchent à leur fin (salle des fêtes, longues allées et kiosque).
- L'agence nationale du sport (24%) pour le skatepark,
- De la CAF (6%) pour les locaux de la direction famille,
- De la région centre (2%) et concerne des subventions dans le cadre du CRST (panneaux pédagogiques)
- De la préfecture du Loiret (0,26%) une subvention pour l'acquisition de gilets pare-balles

Emprunts

En 2022, au regard du résultat d'exercice en fonctionnement largement positif en 2021, (affectation des résultats à hauteur de 2,2M€), la souscription de nouveaux emprunts n'a pas été nécessaire en 2022.

2. Les dépenses d'investissement

L'exécution financière du programme d'investissement 2022 fait apparaître un montant de dépenses de 6,326 M€ contre 4,687 M€ en 2021 soit une augmentation de 1,64M€. Rapporté aux inscriptions budgétaires (BP+BS) sur ces mêmes comptes, le taux de réalisation du programme d'investissement ressort autour 62% pour 2022 contre 67 % pour l'exercice 2021.

L'augmentation des dépenses d'investissement au budget supplémentaire ont eu un large impact sur le taux de réalisation. En effet, le taux de réalisation au regard du budget primitif s'élève à 96%.

Ce taux de réalisation est en baisse compte tenu de la pénurie de matière première, de nombreux projets n'ont pas pu être réalisée et lancée afin de ne pas subir l'augmentation des prix dû par l'inflation.

Ainsi afin de ne pas dégrader le résultat de l'exercice face aux incertitudes liées à l'inflation, un ralentissement des dépenses a été initié au second semestre 2022.

		2020	2021	2022	Variation 2021 / 2022 Montant	%
	Dépenses d'investissement	**5 990 675 €**	**4 686 506 €**	**6 325 832 €**	**1 639 325 €**	**35%**
10	Remboursement taxe d'aménagement	156 515 €	0 €	10 098 €	**10 098 €**	100%
13	remboursement subvention	100 169 €	0 €	0 €	**0 €**	0%
16	Remboursement capital d'emprunts	1 883 089 €	1 929 041 €	1 775 190 €	**-153 851 €**	-8%
20	Immobilisations incorporelles	27 591 €	59 199 €	30 633 €	**-28 566 €**	-48%
204	Subventions d'équipement versées	1 191 437 €	997 805 €	1 001 552 €	**3 747 €**	0%
21	Immobilisations corporelles	976 143 €	1 087 038 €	2 230 108 €	**1 143 070 €**	105%
23	Immobilisations en cours	1 000 579 €	613 424 €	1 272 557 €	**659 133 €**	107%
27	Créance sur particulier	654 750 €	0 €	0 €	**0 €**	0%
45	Opérations pour compte de tiers	401 €	0 €	5 694 €	**5 694 €**	100%

Remboursement capital d'emprunts

Le montant du capital emprunté baisse de 8 % en 2022, cette diminution correspond à la fin du remboursement de deux emprunts.

Travaux d'investissement

En ce qui concerne l'exécution des travaux d'investissement d'un montant de 3,53 M€ contre 1,760 M€ en 2021(Chapitres 20/21/23), les 33 opérations réalisées supérieures à 20 K€ représentent 93% du mandatement de l'année :

Opérations d'investissements	Montant 2022
EXTENSION PARC LONGUES ALLEES	742 216,60 €
URBANISME RESERVES FONCIERES	347 917,29 €
ACQUISITION VEHICULES	304 703,51 €
CENTRE VILLE	295 166,06 €
INFORMATISATION SCES MUNICIPAUX	134 432,72 €
TERRAIN FOOTBALL PETIT BOIS	106 926,00 €
VIDEOPROTECTION	88 657,24 €
ECOLE NUMERIQUE	87 380,04 €
SCHEMA DIRECTEUR BATIMENTS	83 441,53 €
AMENAGEMENTS QUARTIER ROSTAND	68 376,00 €
BUDGET PARTICIPATIF 2020	62 099,68 €
MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE BATIMENTS	60 604,88 €
EQUIPEMENTS SPORTIFS COUVERTS	59 749,80 €
SITE PETIT BOIS	57 468,00 €
MATERNELLE LOUISE MICHEL	55 759,64 €
MOBILIER ET MATERIEL SCOLAIRE	53 832,17 €
CTM BATIMENTS	48 098,62 €
POLICE	47 277,71 €
SITE CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	47 205,60 €
GS GALLOUEDEC - RESTRUCTURATION	42 744,00 €
PLAINE PONT BORDEAU	39 989,40 €
CTM BATIMENTS MATERIEL	37 141,26 €
TRAVAUX PROXIMITE	29 939,71 €
MAIRIE 45BIS	28 607,05 €
CTM NETTOYAGE	27 279,30 €
EPICERIE SOLIDAIRE	26 857,73 €
ACQUISITION MATERIEL GARAGE	26 382,97 €
MATERIEL SERVICE JARDINS	23 799,99 €
CIMETIERE BOURG	23 664,00 €
SALLE DES FETES	23 184,12 €
BATIMENT 43 RUE DE LA MAIRIE	22 207,14 €
MATERNELLE C. LOISON	21 740,08 €
DIVERS BATIMENTS ECONOMIE ENERGIE	20 366,29 €
ACQUISITION MATERIEL AML	19 965,24 €
PR RH protection sociale	19 592,22 €
PARC DE LA PICARDIERE	19 494,47 €
STAND DE TIR VILLESE	19 301,33 €
TRAVAUX PARKING CHATAIGNIERS	18 530,57 €

Opérations d'investissements	Montant 2022
MULTI ACCUEIL LES PETITS CAILLOUX	18 467,45 €
VILLE JARDIN VILLE DURABLE	18 122,40 €
PRIMAIRE L.MICHEL	17 583,68 €
DOTATIONS/CLASSES	16 388,54 €
TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC	15 489,24 €
CRECHE COLLECTIVE CHATEAU FOUCHER	12 550,27 €
GLOBAL MATERNELLES	12 236,60 €
CENTRE DE LOISIRS DE LA GODDE	12 196,50 €
MEDIATHEQUE MATERIEL	11 619,02 €
ZAP SEMOY	11 388,60 €
MOBILIER MATERIEL CUISINES ET RESTAURANT	10 271,70 €

Déclinaison par politique publique des investissements (immobilisations incorporelles, corporelles, en cours et opérations sous mandat)

Politique publique	Déclinaison des politiques	Gestionnaire	Chapitre 20 -21 - 23 -458
1 Education et Jeunesse	L'EDUCATION C'EST NOTRE AVENIR	Petite enfance	40 724,89 €
		Scolaire	238 750,46 €
		Restauration	17 270,74 €
		Animation	25 128,95 €
	LA POLITIQUE JEUNESSE	Jeunesse	
2 Protection et social	ASSURER LA TRANQUILITE PUBLIQUE	Police	47 277,71 €
	ENCOURAGER LES ACTIONS AU QUOTIDIEN	Prévention	
3 Ville Durable Ecologie Biodiversité Aménagement	VILLE EN TRANSITION ECOLOGIQUE	Transition	18 122,40 €
	VILLE VERTE ET RICHE EN BIODIVERSITE	Espaces verts	811 235,10 €
	INTEGRER LA PLACE DE LA FAUNE EN VILLE	Environnement	9 410,45 €
	REMETTRE L'AGRICULTURE AU COEUR DE LA VILLE	Voirie	33 044,39 €
	AMENAGEMENT PARTICIPATIF DE LA VILLE	Urbanisme	758 494,45 €
4 Ville qui bouge	UNE VILLE ANIMEE	Vie Associative	14 846,30 €
	UNE VILLE SPORTIVE POUR TOUTES ET TOUS	Sport	321 709,70 €
		Piscine	2 914,56 €
	LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS	Culture	52 221,88 €
		Médiathèque	14 935,10 €
5 Ville qui coopère Economie	COOPERATION ECONOMIQUES ET INNOVATIONS SOCIALES	Service Vie Economique et Emploi	
	COOPERATIONS ET SOLIDARITES INTERNATIONALES	Relations internationales	
		Protocole	
7 Patrimoine	GESTION PATRIMOINE BATI	Administration générale	
		Bâtiments	427 418,71 €
		Garage	331 086,48 €
		Ménage	27 279,30 €
8 Moyens généraux	DSI	DSI	192 075,76 €
			110 590,64 €
			10 107,60 €
		DG	
	Secrétariat Général	Secrétariat Général	
	Etat civil-Assurance	Etat civil-Assurance	1 619,06 €
	Communication	Communication	8 052,24 €
	Cabinet	Cabinet	
Total Général			3 538 992,09 €

Les autres principales dépenses d'investissement concernent :

- le montant de l'attribution de compensation versée à Orléans Métropole (953 K€) en 2022 et les subventions versées au titre des façades (0,48K€).